

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DE LA

RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le lundi 3 Juin 1907, à 1 heure*

PAR

Louis VASSELLE

Président: M. AMBROISE COLIN.

Suffragants: { *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
 BARTIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14. RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le lundi 3 Juin 1907, à 1 heure*

PAR

Louis VASSELLE



Président: M. AMBROISE COLIN.

*Suffragants: { MM. CHAVEGRIN, professeur.
BARTIN, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

INTRODUCTION. HISTORIQUE

A la différence du dépôt volontaire, qui a lieu lorsque le déposant a pu choisir en toute liberté la personne du dépositaire, on entend par dépôt nécessaire celui qui a été dicté, sinon imposé par les circonstances. Cette opposition est établie par l'antinomie qui existe entre les articles 1921 et 1949. D'après le premier de ces deux textes, le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit. L'article 1949 dispose, au contraire, que le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou d'autres événements imprévus. D'autre part, l'article 1952 assimile le dépôt d'hôtellerie au dépôt nécessaire : — « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. »

En réalité, comme le font remarquer MM. Baudry et

Wahl (1), le dépôt que les voyageurs font dans les hôtelleries n'est pas un dépôt nécessaire ; « il ne s'agit même pas d'un dépôt, puisque la responsabilité de l'aubergiste n'est pas subordonnée à une remise faite entre ses mains, et que, d'autre part, ce dépôt n'a rien de gratuit de la part de l'aubergiste ».

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement pour démontrer que la question des rapports entre les hôteliers et les voyageurs remonte à l'époque, assurément bien ancienne, où la civilisation a permis l'établissement des premiers rapports commerciaux entre les hommes. La multiplication des rapports d'affaires entre les individus, avec les déplacements qui en sont la conséquence, a rendu nécessaire l'organisation d'établissements où l'on pût trouver en passant un gîte et un abri. Ce fut d'abord l'amitié, et aussi les liens de parenté, qui permirent de pratiquer l'hospitalité ; mais, à mesure que la notion de famille se rétrécit, et que l'augmentation de la population fût un obstacle à la pratique de l'hospitalité ainsi comprise, il fallut songer à d'autres procédés d'hospitalité. On comprit de bonne heure que l'intérêt des voyageurs, comme celui des cités qui les recevaient, en vue de faciliter les relations commerciales avec l'étranger, était de posséder des auberges, destinées à fournir, moyennant une redevance, la nourriture et le gîte.

(1) « De la Société du prêt et du dépôt », deuxième édition, 1900, n° 1187.

Il est probable que les auberges étaient déjà connues des Grecs. Dans sa comédie, intitulée *Les Grenouilles*, Aristophane nous apprend que Bacchus se renseignait sur les meilleures auberges qu'il rencontrerait sur sa route (1). Dès que le contrat d'hôtellerie est apparu, les difficultés pratiques auxquelles donnent trop souvent lieu les conflits d'intérêts entre les aubergistes et les voyageurs, ont surgi, et les règles juridiques ont trouvé sur ce terrain matière à s'appliquer. Les Jurisconsultes romains n'ont pas dédaigné d'exercer leur finesse d'analyse pour la solution des problèmes soulevés au sujet du contrat d'hôtellerie. Un titre tout entier leur est consacré par le *Digeste* (2). Le Droit romain analysait le contrat d'hôtellerie ainsi qu'il suit :

Il voyait d'abord un louage d'une chose, « locatio rei », dans le fait par un voyageur, de louer à l'hôtelier un appartement pour y séjourner. Cette « locatio rei » reposait sur ce fait que l'introduction du voyageur et de ses bagages dans l'auberge avait pour conséquence la location d'une pièce quelconque à l'hôtelier en vue du séjour. Cette « locatio rei » était accompagnée d'une « locatio operarum », résultant de l'obligation, contractée par l'aubergiste envers le voyageur, de fournir à ce dernier tous les soins et tous les services nécessités par sa présence à l'hôtel. Les hôteliers romains promettaient d'ailleurs à leurs clients

(1) Cf. G. POUGHEOL, *De la responsabilité civile des hôteliers*, thèse, Caen, 1904, p. 3.

(2) Titre IX, du livre IV, *Nautæ, cauponæ, stabularii*.

de les traiter de leur mieux, et, si l'art de la publicité n'avait pas encore atteint les ingénieux procédés de l'époque contemporaine, il existait cependant déjà, si nous en croyons ce passage contenu sur une enseigne découverte à Lyon : *Mercurius hic lucrum promittit, Apollo salutem, Septimanus hospitium cum prandio. Quit venerit, melius utetur post. Hospes ubi maneat prospice* (1).

En ce qui concerne, d'ailleurs, les services rendus par les hôteliers aux voyageurs, on sait qu'il y avait à Rome deux sortes d'auberges : les « *cauponæ* », où l'on recevait les voyageurs et leur suite, et les « *stabula* », qui étaient destinés au logement des chevaux et animaux similaires. Ces deux contrats n'en formaient, en réalité, qu'un seul, soumis aux règles de la « *locatio conductio* » ordinaire, avec cette différence, toutefois, que la durée du bail était nécessairement brève, et non pas consentie pour la période quinquennale, qui formait la durée ordinaire des baux romains. D'autre part, il y avait un dépôt, formé entre le voyageur et l'hôtelier, de tous les objets apportés avec lui par le voyageur ; l'existence du dépôt, comme contrat réel, fut tout au moins reconnue à une certaine époque, lorsque les formalités sacramentelles et les cérémonies traditionnelles cessèrent d'être indispensables à la naissance d'un contrat.

(1) ORELLI, *Inscriptiones latinæ*, II, n° 4, p. 329.

Antérieurement, les hôteliers n'en étaient pas moins tenus de restituer les bagages et les effets mobiliers que les voyageurs leur avaient confiés ; sans doute, la simple réception d'une chose ne créait pas, dans les temps primitifs, l'obligation de la restituer, si elle n'avait été accompagnée d'aucune convention solennelle ; mais, malgré l'absence de transformation de la convention de dépôt en un contrat verbal, le voyageur jouissait d'une protection certaine. D'abord, il est possible, à une époque où les relations commerciales étaient peu fréquentes, où les pratiques des honnêtes gens étaient fidèlement observées, que le « receptum », la prise en charge par l'aubergiste, soit résulté d'une aliénation fiduciaire. On doit reconnaître, d'ailleurs, que les textes ne nous fournissent aucun renseignement à cet égard (1) ; à une certaine époque, le prêteur créa une certaine sanction des conventions de dépôt et de louage, à l'aide d'actions, de « judicia », qui furent d'abord des actions « in factum », mais qui, dans la suite, devinrent des actions civiles. La réforme du prêteur eut une portée considérable : désormais l'hôtelier fut tenu de rendre les objets déposés chez lui par le voyageur ; cette obligation grevait son patrimoine, et se transmettait passivement à ses héritiers, sauf à l'hôtelier, pour s'exonérer de cette obligation, à prouver que la chose avait péri ou avait disparu sans sa faute.

(1) Cf. GIRARD. *Manuel de droit romain*, p. 507.

Plus tard encore, les progrès de la civilisation romaine et l'extension considérable des rapports commerciaux avec les nations voisines, nécessitèrent la régularisation juridique de la situation de fait antérieure, et on vit apparaître le pacte prétorien appelé « *receptum* » : il obligeait l'aubergiste à restituer les objets qu'il avait reçus à titre de sauvegarde ; à défaut de restitution, il était poursuivi par une action « *in factum* ». La formule de cette action nous est donnée par M. Lenel, au sujet des « *nautæ* » : « *Titius, judex esto. Si paret N. N. cum navem exerceret A. A. res quibus de agitur salvas force recepisse nèque restituisset, quanti ea res erit, tantam pecuniam, Judex, N. N. A. A. condemna, si non paret, absolve.* » Il est vraisemblable que la formule applicable aux hôteliers était analogue, sauf à remplacer le mot « *navis* », par le mot « *caupona* » (1).

Cette action était donnée non seulement contre le propriétaire de l'auberge, mais encore contre les tenanciers ou gérants (on sait qu'en raison de leur répugnance pour le commerce, les Romains avaient l'habitude de l'abandonner à leurs esclaves ou à leurs affranchis).

Le véritable propriétaire pouvait, évidemment, dans cette hypothèse, être poursuivi par l'action institoire (action « *adjectitiæ qualitatis* »). L'hôtelier était d'ail-

(1) Cf. LENEL. *Edit perpétuel*. Trad. PELTIER, p. 104.

leurs tenu de restituer, en vertu du « receptum », non seulement les objets à l'usage personnel du voyageur, mais encore les marchandises transportées par ce dernier (1). Seulement le « receptum » ne naissait que s'il y avait eu prise en charge par l'hôtelier, c'est-à-dire remise matérielle de l'objet par le voyageur. L'hôtelier était d'ailleurs le maître d'accepter ou de refuser les voyageurs, afin de ne pas encourir une responsabilité trop grave à raison de la réception des bagages apportés par ces derniers (2).

En cas de vol ou de détérioration des bagages, l'hôtelier répondait du dommage, sans distinguer suivant qu'il provenait d'une personne à son service ou d'un tiers. La responsabilité de l'hôtelier résultait de l'obligation de garde qui pesait sur lui à raison du « receptum ». Il lui appartenait de surveiller ses domestiques et les tiers (3). L'action « in factum » qui sanctionnait le « receptum » était donnée à tous les voyageurs contre les « caupones » et les « stabularii ».

Mais, qu'entendait-on, à cette époque, par hôtelier ? C'est là une question qui s'est posée dans tous les temps, et qui a toujours suscité des difficultés. A Rome, cette expression recevait une acception restreinte ; elle ne s'appliquait pas aux personnes qui, sans tenir une « caupona » ou un « stabulum », acceptaient, moyen-

(1) Loi 1, par. 7. Dig., liv. IV, tit. IX.

(2) Loi 1, par. 1. Dig., liv. IV, tit. IX.

(3) Loi 5, P. P. Dig., liv. IX, tit. IX.

nant salaire, la garde d'effets mobiliers déposés par les voyageurs : « caupones et stabularios neque eos accipiamus qui cauponam, vel stabularium exercent, institoresne eorum. Coeterum, si qui opera fungitur, non continetur ut puta atrirasii, et focassii, et similes (1) ;

Mais, par contre, la responsabilité dont il s'agit pesait sur toutes les personnes qui exerçaient la profession d'hôtelier sans distinguer suivant qu'elles avaient accepté ou non un salaire, à raison du logement du voyageur : « licet gratis navigaveris, vel in cauponâ gratis diverteris, non tamem in factum actiones tibi denegabuntur, si damnum injuriâ passus es (2).

Fallait-il, pour que la responsabilité de l'hôtelier fût engagée, que le voyageur eût fait une déclaration des objets qu'il transportait avec lui. Il semble que non ; la responsabilité de l'hôtelier et, par suite, le contrat de « receptum » résultait de l'apport des bagages ; d'ailleurs, les auberges portaient, le plus souvent, à Rome, une enseigne contenant les mots : « sarcinæ salvæ erunt » qui était de nature à faire présumer l'engagement tacite de l'hôtelier. Et Ulpien déclare qu'il suffisait de l'apport des objets dans le navire ou dans l'hôtel, sans autre explication, pour que le capitaine du navire ou l'hôtelier fussent responsables : « recipit autem salvum fore utrum si in navem res missæ adsignatæ sunt, an et si

(1) VULPIEN, lib. XIV, *ad edictum*.

(2) PAUL, lib. XXII, *ad edictum*.

non sunt adsignatæ, hoc tamen ipso quod in navem missæ sint receptæ videntur (1) ».

La responsabilité de l'hôtelier s'appliquait de la manière la plus large : l'Edit du prêteur était ainsi conçu : « Nautæ, caupones, stabularii, quod cujusque salvum fore receperint nisi restituent in eos iudicium dabo (1) ».

En d'autres termes, les hôteliers, les gérants d'écurie, ou les capitaines de navire sont responsables de la perte de la détérioration des objets qui leur ont été confiés, mais en l'absence de toute faute de leur part ; et ils ne peuvent échapper à cette responsabilité qu'en prouvant que la perte est due à un cas de force majeure, ou bien qu'il a été passé entre eux et le voyageur une convention les exonérant de toute responsabilité.

Il faut retenir, des règles romaines, le principe que l'hôtelier répondait du fait de tous ceux qui avaient commis un vol dans sa maison. Toutefois, l'hôtelier ne pouvait plus être poursuivi en cas de force majeure, c'est-à-dire au cas où les événements imprévus se seraient produits même chez un père de famille très diligent. L'hôtelier était encore déchargé, si « nautæ, caupones, stabularii prædixerint ut unusquisque vectorum res suas servaret, neque damnum præstaturum ». Mais cette décharge de responsabilité n'était valable que si elle résultait d'un aver-

(1) Loi 8, Dig., liv. 4, titre 9.

(2) Livre 4, titre 9, Digeste.

tissement préalable donné par l'aubergiste, et elle n'aurait eu aucun effet, si elle avait eu lieu après la réception des effets du voyageur, « *prædixerint* ».

Pour faire valoir ses droits contre l'aubergiste, le voyageur disposait d'abord de l'action honoraire « *in factum* » qui sanctionnait le « *receptum* ».

Pour établir les éléments de la difficulté que le juge aurait à résoudre, le magistrat rédigeait « *in factum* » la formule d'où devait résulter la responsabilité ou la non responsabilité de l'hôtelier. Cette action n'avait plus le caractère pénal, comme à l'origine ; elle n'était pas, du reste, la seule que le voyageur eut à sa disposition contre l'aubergiste.

En effet, étant traité à prix d'argent par l'hôtelier, le voyageur avait à sa disposition l'action civile « *ex locato vel conducto* » pour obtenir la restitution des objets qu'il avait déposés dans l'hôtel, ou tout au moins leur valeur. Si son séjour dans l'auberge avait lieu sans rémunération, il disposait toujours de l'action civile « *depositi directa* », pour obtenir la restitution du dépôt ou tout au moins sa valeur.

Si le voyageur avait été victime d'un délit, tel qu'un vol ou d'un « *damnum injuriâ datum* », le voyageur avait la ressource de l'action « *furti* » ou de l'action « *legis aquiliæ* » ; enfin, en cas de détérioration ou de vol commis par le gérant de l'hôtel (« *institor* »), par son esclave ou par une personne en puissance, le voyageur possédait de nouveaux moyens d'actions, et il

pouvait exercer les actions « *institoria*, de *peculio* ou de *in rem verso*, ou enfin l'action *quod jussu* », indépendamment des actions noxales.

Bien entendu, le voyageur devait choisir entre ces différents moyens et il ne pouvait pas les cumuler ; sous peine de se voir opposer l'exception de chose jugée. L'action préférable était incontestablement d'ailleurs l'action « *in factum* », qui permettait de mieux invoquer la responsabilité de l'aubergiste ; car ce dernier n'était tenu en cas de dépôt, que si la perte était le résultat d'un dol de sa part ; en cas de louage, que si elle provenait d'une faute qui lui fût imputable. L'action sanctionnant le « *receptum* », étant donnée à l'occasion d'un simple fait, était intentée avec succès contre l'hôtelier, sans distinguer suivant que la perte avait été occasionnée ou non par une faute ou par un cas fortuit ; la force majeure seule arrêta la poursuite.

Dans l'ancien Droit Français, les devoirs d'hospitalité ont tenu une large place. Sous l'empire de la tradition chrétienne, à une époque où la situation de l'étranger n'était pas garantie par les coutumes locales, il fallait tout au moins, qu'au cours de ses déplacements, sa vie fût protégée contre les attaques de tout genre. Aussi Charondas constate que « aux maisons des grands seigneurs il y avait des chambres des *hostes*, ce qui avait aussi été longuement observé en quelques abbayes et autres maisons ecclésiastiques (1). »

(1) *Mémorables ou observations du droit français*, p. 529, 1602.

Mais, indépendamment des seigneurs et des moines, qui tenaient à accomplir les devoirs commandés par l'hospitalité envers les voyageurs, il y avait des personnes dont la profession consistait à fournir aux hôtes l'abri et la nourriture, moyennant argent ; leur profession fut réglementée de bonne heure.

Un Edit de Charles VI, en date du 26 novembre 1407, ordonne aux hôteliers de tenir des registres destinés à l'inscription des noms, qualités et domicile des voyageurs, sous le contrôle de la police locale : « Nous vous mandons, enjoignant le Roi aux Prévôts de Paris, que en notre bonne Ville de Paris, vous fassiez crier et publier hâtivement que seuls hôteliers ne logent ou n'ébergent en leurs hôtels aucune gens quel que soit leur état, sans le faire assavoir par chacun jour à vous, notre dit Prévôt ou à votre lieutenant (1). »

Déjà, une ordonnance de Saint Louis défendait aux hôteliers d'ouvrir leurs portes le matin avant d'avoir demandé aux voyageurs s'ils n'avaient rien perdu la nuit précédente (2).

La profession d'hôtelier n'était pas libre et on ne pouvait l'exercer qu'à la condition de satisfaire à certaines prescriptions. L'hôtelier était tenu d'inscrire sur la principale porte de sa maison le prix de tout ce qu'il ven-

(1) Isambert. Recueil des anciennes Lois, de 420 à 1789, Ordonnances, à sa date.

(2) DENISART. Collection de décisions nouvelles et de jurisprudence, Paris, 7^e éd., 1771, *verbo* « Hôtelier » *in fine*, p. 640 ; et *verbo* « Aubergiste », par. III, n^o 2.

dait chez lui ; il ne pouvait s'établir sans avoir obtenu l'autorisation du Juge de Police de la localité (1).

Sous Louis XIII et sous Louis XIV, les prescriptions précédentes concernant les hôteliers furent renouvelées ; notamment un édit de Louis XIV, de mars 1693, punit d'une amende de 300 livres celui qui ouvrirait une auberge sans autorisation : sinon, il y a « abus, vols, meurtres et autres désordres considérables, parce que souvent ces particuliers qui tiennent hôtellerie pour couvrir leur mauvais commerce et donner retraite à des vagabonds, gens sans aveu, qu'ils cachent et retiennent contre les défenses portées par les ordonnances (2). » Il ne semble pas, d'ailleurs, que les hôteliers fussent fondés à refuser aux voyageurs l'accès de leurs établissements, au cas où ces derniers n'auraient pas consenti à déclarer leur identité à l'hôtelier, conformément aux règlements de police. En effet, c'était une règle en vigueur à cette époque que les aubergistes devaient tenir constamment leur maison ouverte, sans pouvoir en interdire l'accès aux voyageurs ; telle était la disposition contenue dans les édits d'octobre 1540, de mars 1567 et de mars 1572, qui interdisaient aux hôteliers, sous peine de confiscation, d'abandonner leurs hôtelle-

(1) Déclaration de Charles IX du 20 janvier 1563 et du 25 mars 1567 ; MERLEN. Répertoire alphabétique des questions de droit, *verbo* « Hôtelier ».

(2) DENISART. *Collection des décisions nouvelles*, *verbo* « Aubergiste », par. 1, n° 3.

ries, si ce n'est pour cause légitime, et après avoir prévenu les officiers de police des lieux (1).

La profession d'aubergiste était donc strictement réglementée ; mais quelles étaient les règles applicables aux rapports de l'hôtelier et du voyageur, lorsque celui-ci avait pénétré dans l'hôtel avec ses bagages ? Ces rapports, juridiques d'abord, étaient ceux nés d'un contrat de dépôt. On ne faisait pas difficulté, en effet, dans l'ancien droit, pour reconnaître qu'il se formait entre l'hôtelier et le voyageur une convention en vertu de laquelle l'hôtelier s'obligeait envers ce dernier à loger et à garder ses hardes, chevaux et autres équipages ; et, de son côté, le voyageur s'obligeait à payer la dépense. Le dépôt relatif aux objets apportés dans l'auberge était qualifié de dépôt nécessaire ; en conséquence, on appliquait les règles de preuve admises en pareil cas, c'est-à-dire la preuve testimoniale sans limitation. La définition donnée par Pothier de ce contrat est caractéristique : « Le dépôt d'hôtellerie est celui qu'un voyageur fait à un aubergiste, chez qui il va loger, de certains effets, pendant le temps du séjour qu'il doit y faire (2). » On admettait généralement, dans l'ancien Droit, que l'hôtelier était responsable des effets apportés par le voyageur, dès le moment où il était entré dans l'auberge, et cela alors même que l'hôtelier n'avait pas été averti.

(1) Cf MERLIN. Répertoire, *verbo* « Hôtellerie ».

(2) POTHIER, Ed. BUGNET. Œuvres annotées, t. V, ch. 3, par. 2.

Toutefois, une controverse s'était engagée sur ce point ; et deux opinions avaient été aux prises. Certains auteurs pensaient que la responsabilité de l'hôtelier ne s'appliquait que si les objets lui avaient été matériellement remis, et non pas simplement s'ils avaient été introduits dans l'auberge, sans que l'hôtelier en eût été informé. On s'appuyait, dans ce sens, sur les termes de l'ordonnance de 1667, strictement interprétés (1), d'après lesquels il y avait dépôt, lorsque les effets avaient été remis, par le voyageur, « entre les mains de l'hôte ». Invoquant cette disposition, Pothier avait soutenu la doctrine suivante, restrictive de la portée de dépôt nécessaire : « Observez que ce dépôt n'est pas censé intervenir, par cela seul que le voyageur a apporté ses effets dans l'auberge, au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas donnés expressément en garde. C'est pourquoi, si les effets du voyageur sont endommagés par allants et venants, ou même par d'autres voyageurs qui logent, comme eux, dans l'auberge, l'hôtelier n'en est pas responsable ; mais si le vol avait été fait ou le dommage causé par les serviteurs de l'aubergiste ou par ses pensionnaires, il en serait quand même responsable, même si les choses ne lui avaient pas été données en dépôt, car il ne doit se servir pour domestiques et avoir pour pensionnaires que des personnes dont il connaît la fidélité, tandis

(1) Titre 20, art. 4.

qu'il n'est pas obligé de connaître les voyageurs qui ne logent qu'en passant dans son auberge (1). »

Mais l'opinion opposée avait prévalu. D'abord on peut invoquer dans ce sens l'autorité des mesures de police, et notamment de l'ordonnance du 12 février 1367, qui défendait aux hôteliers d'ouvrir leurs portes, le matin, avant d'avoir demandé à leurs clients s'ils n'avaient rien perdu pendant la nuit précédente (2) ; donc, la responsabilité de l'hôtelier était très stricte. D'autre part, presque tous les auteurs sont d'un avis contraire à celui qu'exprimait Pothier. Charondas décidait déjà que « encore qu'expressément ils n'en aient pris charge, si est-ce qu'ils sont tenus de la restitution de ce qui aurait été pris dans leur logis, comme en ayant reçu la garde » (3) ; et il cite un arrêt du 14 août 1582, « par lequel un hôtelier fut condamné à rendre les paquets de la marchandise empaquetée amenée en son logis étant en la charrette d'un voiturier, qui avait été dérobée la nuit que le voiturier était arrivé, sinon la juste valeur et estimation ».

On peut invoquer encore l'opinion de Danty : « Pour rendre l'hôte responsable des marchandises des voituriers et voyageurs, selon nos mœurs, on a jugé qu'il n'était pas nécessaire qu'elles lui aient été données en

(1) POTHIER. *Du contrat de dépôt*, n° 79 et s.

(2) DENISART. *Verbo* « Aubergiste », par. 3, n° 2.

(3) *Mémorables observations du droit français*, éd. de 1614, *verbo* « Hoste », p. 529, 531.

garde, ni qu'il les ait vues, mais qu'il suffit qu'il y ait preuve qu'elles y aient été apportées(1).» La même opinion est encore exprimée par Le Prestre : « Il est sans difficulté qu'un hôtelier, du moment qu'il a reçu un hôte et son bagage, ou que même le bagage est simplement entré dans son hôtellerie, sans qu'il en ait eu connaissance, doit répondre du vol qui s'en est fait : tous nos livres sont pleins d'arrêts qui l'ont ainsi décidé (2).» Enfin Bouteiller proclamait également que « tous hôteliers qui publiquement tiennent hôtel, sitôt qu'aucun descend ou vient en leur hôtellerie, tout ce qu'ils y apportent et mettent en garde de l'hôte, il le doit garder et défendre à son pouvoir contre tous (3) ».

Quant à la Jurisprudence, elle avait nettement pris parti en faveur de ces derniers auteurs, et contre l'opinion représentée par Pothier; les arrêts sont très nombreux : sur le principe, on peut citer, outre la décision précitée, rapportée par Charondas le Caron, un arrêt du Parlement de Paris, en date du 21 juin 1718, cité par Merlin, dans son répertoire, et condamnant un hôtelier de Langeais, à restituer à des négociants des marchandises qu'ils disaient leur avoir été volées dans des balles, et cela bien que l'hôtelier alléguât pour sa défense qu'il n'avait été aucunement instruit de ce qu'il

(1) DANTY SUR BOICEAU, *Traité de la preuve par témoins en matière civile*, addition au ch. III, n° 21.

(2) *Questions notables de droit*, p. 48.

(3) *Somme rurale ou le Grand coutumier de pratique civil et canon*, revu et corrigé par CHARONDAS LE CARON, p. 373.

y avait dans ces balles (1). Plus tard, à la veille de la Révolution, un arrêt rendu par le Parlement de Paris, le 22 février 1780, proclame la responsabilité de l'hôtelier dans une hypothèse où, cependant, toutes les circonstances étaient en faveur de ce dernier. Il s'agissait d'un marchand forain, qui avait accepté à coucher dans une chambre à deux lits, où dormait déjà un autre voyageur. Bien qu'il eut pris la précaution de mettre sous son traversin sa montre, son porte-monnaie et ses boucles en argent, il constata le lendemain matin la disparition de ces différents objets et aussi de son compagnon de nuit; l'inconnu, poursuivi, ne fut pas rattrapé. L'aubergiste fut assigné par le marchand forain en paiement d'une somme de 146 francs, représentant la valeur des objets volés, et le Parlement de Paris condamna l'hôtelier à payer la somme réclamée. (2)

Le principe de l'ancien droit était donc que l'aubergiste demeurerait responsable de la perte, du vol et du dommage causés au voyageur; cette règle avait été adoptée, en raison de la nécessité où se trouvaient les voyageurs de s'en rapporter, quant à la sécurité de leurs effets, à la bonne foi des hôteliers: « Ce qu'on porte dans une hôtellerie est un dépôt public, et ce dépôt a toujours été privilégié, parce qu'on est obligé de

(1) Cf. MERLIN, répertoire, *Verbo* « Hôtellerie », 4^e édit.; et DENISART. Collection de jurisprudence, *Verbo* « Aubergiste ».

(2) Arrêt rapporté par CURASSON, *Compétence des Juges de Paix*, n° 217, p. 333.

se retirer dans ces maisons publiques, sans connaître celui qui vous y reçoit (1). La responsabilité de l'aubergiste était appréciée d'une manière rigoureuse ; en se rapportant aux passages précités de Merlin et de Pothier, on constate que l'hôtelier était tenu même de sa faute légère. De nombreuses applications de cette règle se rencontrent dans les arrêts : le Parlement de Paris condamne, le 10 juin 1775, la maîtresse d'une hôtellerie à rendre à un marchand une bourse qu'il lui avait donné à garder, et qui avait été ensuite perdue ou volée (2). Un arrêt du Parlement de Toulouse, en date du 27 février 1584, met à la charge d'un hôtelier un vol commis dans son hôtel, bien que la porte en fût fermée à clef, par un individu qui avait percé un trou dans la muraille de l'écurie (3).

On trouve des décisions analogues dans les arrêts rendus le 14 juin 1616 par le Parlement de Rouen ; le 3 mai 1695, par le Parlement de Flandre (4) ; le 7 juillet 1724, par le Parlement de Paris (5) ; un arrêt du même Parlement, en date du 3 décembre 1776, se prononce encore pour la responsabilité de l'hôtelier, en raison d'un accident dont avait été victime le cheval

(1) LE PRESTRE, *Questions notables de droit*, p. 48.

(2) MERLIN, répertoire, *Verbo* « Hôtelier ».

(3) De MAYNARD. *Notables et singulières questions de droit écrit, jugées au Parlement de Toulouse*, livre 83, n° 8.

(4) Cités par Merlin, *verbo* « Hôtelier ».

(5) Cité par Denisart. *Collection de jurisprudence, verbo* « Aubergiste ».

d'un voyageur, et occasionné par un autre cheval placé dans la même écurie (1).

En définitive, la théorie de la responsabilité de l'hôtelier, telle que l'avait élaborée la jurisprudence coutumière, dans notre ancien droit, repose sur quatre règles : 1° l'hôtelier répond de son fait personnel ; 2° il répond encore du fait des membres de sa famille et de ses serviteurs ; 3° mais il échappe à toute responsabilité dans l'hypothèse d'un cas fortuit ou de force majeure ; 4° et aussi en cas de faute du voyageur.

Le principe a été suffisamment mis en lumière. Quelques mots d'explication suffiront pour les trois autres règles. Deuxième règle : l'aubergiste répond non seulement de son fait personnel, mais encore du fait des membres de sa famille ou de ses serviteurs. C'est ainsi que, si en arrivant à l'hôtel, un voyageur remet ses effets à un domestique et que ce dernier se rende coupable d'un vol, l'hôtelier est responsable (2).

Ainsi l'hôtelier était responsable du fait de ses préposés, mais sa responsabilité s'appliquait-elle, lorsque le vol ou le dommage avait été commis, non par un employé, mais par une personne étrangère au service de l'hôtel ? Il y avait des auteurs qui penchaient pour l'affirmative ; ainsi, d'après Denisart, les aubergistes répondraient « non seulement du fait de leurs domes-

(1) Cité par Merlin, *verbo* « Dommage ».

(2) BOUTELLER., *Somme rurale*, p. 374.

tiques, mais aussi des vols qui ont été faits chez eux, lorsqu'ils ne l'ont pas été à force ouverte ou à main armée (1). Mais Pothier était d'un autre avis, et il établissait une distinction très nette entre le vol commis par des domestiques de l'hôtel, et le larcin provenant d'un étranger, : « Si les effets d'un voyageur sont volés et détériorés par les allants et venants ou d'autres voyageurs, l'aubergiste n'est pas responsable ; mais, si le vol a été commis par les pensionnaires ou domestiques, l'aubergiste est responsable, quand même les choses ne lui auraient pas été données en dépôt. Pour que l'aubergiste soit responsable, il faut que le voyageur prouve que c'est par des gens de la maison que le vol ou le dommage a été causé (2). » La jurisprudence se prononçait généralement dans le sens indiqué par Pothier : c'est ainsi qu'un arrêt du 15 mars 1608 renvoya des fins de la poursuite un hôtelier qu'on voulait rendre responsable d'un vol commis par un individu logé dans l'hôtellerie (3). Le 29 novembre 1664, le Parlement de Paris juge qu'un hôtelier n'est pas responsable du vol commis au préjudice des voyageurs par des personnes qui ne sont pas ses domestiques ; enfin, le 3 février 1687, le Parlement de Provence décide que l'hôtelier n'est pas responsable d'un vol commis au préjudice d'un

(1) Collection de jurisprudence, *verbo* « auberge ».

(2) POTHIER. *Du contrat de dépôt*, Ed. Bugnet, n° 79.

(3) LE PRESTRE. *Questions notables de droit*, p. 48.

voyageur, par un autre voyageur, dans l'hôtellerie (1). D'ailleurs, il allait de soi que, si le larcin avait été commis par un domestique du plaignant, l'hôtelier était irresponsable (2).

Troisième règle : la responsabilité de l'hôtelier ne saurait être mise en jeu, lorsque le préjudice subi par le voyageur est dû à un cas fortuit ou à une force majeure. Pour déterminer quand il y avait cas fortuit, les juges prenaient en considération les circonstances de chaque espèce ; on considérait comme tels le vol avec effraction et le vol à main armée. « S'il advenait, déclare Bouteiller, que la chambre fût percée ou trouée par des larrons, ce ne serait pas au péril de l'hoste (3). »

Enfin, quatrième règle : l'imprudence ou la faute du voyageur étaient prises en considération, pour atténuer la responsabilité de l'hôtelier. C'est ainsi qu'un arrêt du Parlement de Paris prononça une sentence d'absolution en faveur d'un aubergiste de la Ferté-Aubin, que deux marchands voulaient rendre responsable de l'incendie allumé dans une écurie où leurs chevaux avaient péri (4).

(1) MERLIN. *Répertoire*, verbo « hôtelier ».

(2) Cf. un arrêt des grands jours d'Auvergne, rapporté par Merlin, verbo « hôtelier ».

(3) *Somme rurale*, p. 374.

(4) Arrêt du 4 août 1637, *Recueil des arrêts du Parlement de Paris*, tome II, livre 6, chap. 25, p. 401 ; cf. dans le même sens un arrêt du 4 avril 1727, cité par DENISART, *Collection de Jurisprudence*, verbo « aubergiste ».

Il y avait dans l'ancien droit une exception notable à la responsabilité indéfinie de l'aubergiste, exception que le Code civil de 1804 avait répudiée, mais que le législateur contemporain a remise en vigueur : il s'agit de savoir si la perte ou le vol d'objets d'une valeur exceptionnelle, tels que bijoux, diamants, argent et valeurs similaires, doivent être, en toute hypothèse, mis à la charge de l'hôtelier. A cet égard, la jurisprudence avait admis une atténuation (1); et Denisart constate « qu'on n'est pas libre de rendre l'aubergiste responsable de sommes indéfinies, en supposant dans les malles des objets précieux, tels que diamants et des bijoux qui ne seraient pas présumés y être. En pareil cas, il faut déclarer à l'aubergiste qu'on est porteur d'effets précieux, dont on le charge momentanément (2). »

Comment se faisait, dans l'ancien droit, la preuve du dépôt d'hôtellerie? Les anciens auteurs sont unanimes à déclarer que, le dépôt étant considéré comme nécessaire, la preuve testimoniale est admissible dans tous les cas, sans aucune limitation. En conséquence, l'ordonnance de Moulins qui prohibait (3), la preuve par témoins dans tous les litiges excédant la somme de 100 livres, ne s'appliquait pas à notre hypothèse. (4) D'a-

(1) Arrêts des 27 août 1677 et du 9 février 1687, cités par MERLIN, répertoire, 4^e Ed., *verbo* « hôtelier », par. 1.

(2) *Collection de décisions nouvelles*, *verbo* « aubergiste », par. 3, n^o 3.

(3) Art. 54.

(4) Cf. POTHIER, tome V., chap. 3. par. 2; CHARONDAS DE CARON, *Mémorables observations du droit français*, p. 529.

leurs, l'ordonnance de 1667, titre 20, article 4, avait admis la validité de la preuve testimoniale, sans aucune restriction en matière de dépôt d'hôtellerie: « N'entendons exclure la preuve par témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse, qui pourra être ordonnée par le juge, suivant la qualité des personnes et les circonstances (1) ». En vertu de cette disposition, l'arrêt du Parlement de Paris du 21 juin 1718, précité, avait admis la demande en restitution d'effets déposés à l'hôtellerie sur le serment prêté par des voyageurs qui se prétendaient victimes d'un vol. De même, un arrêt du 7 juillet 1724, avait condamné un aubergiste à payer à des voyageurs la valeur d'objets que ceux-ci avaient déclaré sous serment leur avoir été volés dans l'hôtellerie (2).

Après cette introduction historique, nous avons à étudier le Droit contemporain, et nous examinerons dans deux parties: 1^o La responsabilité de l'hôtelier, par rapport à la personne du voyageur; et 2^o sa responsabilité par rapport aux effets déposés chez lui par le voyageur.

Cette seconde partie de notre étude sera naturellement de beaucoup la plus importante.

(1) Disposition apportée par POTHIER, Ed. Bugnet, tome V, p. 154.

(2) DENISART. *Collection de Jurisprudence*, verbo « Aubergiste ».

PREMIÈRE PARTIE

RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER QUANT A LA PERSONNE DU VOYAGEUR

Les rapports juridiques qui s'établissent entre l'hôtelier et le voyageur tiennent à la fois, aujourd'hui, comme jadis, du louage et du dépôt. Les règles du louage s'appliquent aux obligations de l'hôtelier quant à la personne du voyageur ; mais en ce qui concerne les effets apportés par le voyageur dans l'hôtel, ce sont assurément les règles du dépôt qui prédominent. Le contrat entre l'hôtelier et le voyageur se forme d'ailleurs tacitement par l'entrée du voyageur dans l'établissement. Comme le remarquait Domat, « il se forme une convention entre l'hôtelier et le voyageur, par laquelle l'hôtelier s'engage envers ce dernier de le loger, de le nourrir, de garder ses hardes, chevaux et autres équipages, et le voyageur, de son côté, à payer la dépense (1) ».

(1) *Lois civiles*, livre I, titre 16, section 1.

Certaines législations ont considéré les rapports juridiques entre l'hôtelier et le voyageur comme naissant d'un contrat « sui generis », que le Code civil portugais appelle « contrat d'albergaria » ou « d'hébergement » (art. 1419), et qu'il définit ainsi : « Le contrat d'hébergement est celui par lequel une personne s'engage à nourrir et loger ou seulement à loger une autre personne, moyennant une rétribution déterminée par la convention ou par l'usage. Ce contrat résulte des faits, sans qu'aucune convention soit nécessaire, lorsque celui qui loge est aubergiste de son état. » (1) Les autres législations préfèrent laisser les relations juridiques entre l'hôtelier et le voyageur distributivement sous l'empire des deux contrats de louage et de dépôt, suivant les hypothèses.

Quelles que soient les législations, elles s'accordent partout à reconnaître que l'hôtelier, maintenant comme autrefois, est l'individu qui fait profession de recevoir, de loger et de nourrir les voyageurs. Il y a sans doute, au point de vue de l'importance commerciale, une profonde différence entre les modestes auberges d'autrefois et les somptueux hôtels de l'époque contemporaine ; mais si les conditions économiques de l'exercice de la profession se sont transformées, les règles juridiques qui lui sont applicables sont restées les mêmes. Le

(1) C. civ. Portugais de 1867, livre II, titre 2, chap. 4, section 6, art. 1419 et 1423.

développement des voies et des moyens de communication, le confort qu'on trouve dans les luxueux hôtels modernes ont singulièrement multiplié le nombre des voyageurs. M. d'Avenel rapporte que, dans le courant de l'année 1903, le mouvement des voyageurs dans les hôtels parisiens a dépassé un million et demi (1). Il a été facile de comprendre, dès lors, que toutes les questions relatives à la responsabilité de l'hôtelier aient acquis une importance considérable et que l'attention du législateur ait été, à la dernière époque, ramenée sur les problèmes de cet ordre.

La profession d'hôtelier est, d'ailleurs, libre, et l'accès en est ouvert à toutes les personnes qui possèdent les capitaux et les aptitudes nécessaires pour l'exercer. Toutefois, plusieurs prescriptions légales défendent à certaines catégories d'individus, notamment à ceux qui ont été l'objet de condamnations pénales, l'exercice de la profession (2). D'autres dispositions décident que la profession d'aubergiste est incompatible avec certaines fonctions, notamment avec celles d'officiers ministériels ; c'est ainsi que le décret du 14 juin 1813, portant règlement sur l'organisation des huissiers, et applicable, d'ailleurs, à tous les officiers publics, interdit aux huissiers de tenir un hôtel, même sous le nom de

(1) « Les grandes hôtelleries », *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1904.

(2) Cf. Loi du 17 juillet 1880.

leur femme, à moins d'une autorisation spéciale du Ministre de la Justice. Enfin, les sociétés qui sont investies d'un monopole, comme les Compagnies de chemins de fer, n'ont pas, en principe, le droit d'exploiter un hôtel ; elles ne sont autorisées qu'à ouvrir des établissements destinés à leurs voyageurs et en vue de leur faciliter, par un repos passager, l'accomplissement du voyage ; tel est le but des Hôtels Terminus, qui sont ouverts par les Compagnies, dans les gares, et comme accessoires des services dont la gestion est confiée aux Compagnies (1).

Il n'est pas inutile, d'ailleurs, de rappeler que, d'après un usage commercial incontesté, et sanctionné à peu près partout par des arrêtés municipaux, l'ouverture d'une auberge ou d'un hôtel doit être précédée d'une déclaration préalable (2).

La plupart du temps, les hôtels et les auberges sont annoncées au public par une indication extérieure et de nature à renseigner les voyageurs. Par là, les hôteliers sont en état d'offre permanente vis-à-vis du public ; l'annonce extérieure qu'une maison est un hôtel constitue pour le voyageur une sorte d'invitation à y entrer. La première des questions qui se pose est dès lors de savoir si l'hôtelier qui possède une enseigne extérieure est tenu d'accueillir chez lui tous les voyageurs qui se

(1) Cf. Cass., 19 déc. 1882, D., 83, 1, 57.

(2) Cf. spécialement pour Paris et le département de la Seine, les ordonnances du 15 juin 1832, et du 25 oct. 1883.

présentent, ou si, au contraire, il demeure libre de refuser les personnes qui ne lui plairaient pas. Dans l'ancien droit, une ordonnance de Charles IX du 20 janvier 1863, interdisait expressément aux aubergistes de se refuser à recevoir tel ou tel voyageur. On rencontre une prohibition analogue dans le droit anglais, où l'hôtelier ne jouit pas d'une liberté complète, quant à l'accès de son établissement ; il est soumis au « trepass », c'est-à-dire qu'il est obligé d'accepter tous ceux qui se présentent, sauf quand il n'a plus de place disponible, ou que certains voyageurs se conduisent chez lui d'une manière incorrecte (1). Que faut-il décider dans le droit français contemporain ?

Il y a des auteurs qui soutiennent que l'Ordonnance de Charles IX, qui paraissait considérer les hôtelleries comme des établissements d'utilité publique, n'existe plus ; aucune raison n'expliquerait son maintien, car la concurrence qui règne aujourd'hui dans cette branche de commerce comme dans les autres, constitue une protection suffisamment efficace des intérêts des voyageurs. Dès lors, il n'y a aucun inconvénient à ce que l'hôtelier demeure, comme un simple particulier, maître de son domicile ; et on ne voit pas quel délit il commettrait en refusant un voyageur dans sa maison.

Dans l'opinion contraire, on allègue qu'il y a une sollicitation de la part de l'aubergiste, sollicitation suffi-

(1) LEHER. *Eléments de droit civil anglais*, n° 867.

samment exprimée par l'enseigne et l'éclairage de l'établissement. N'y a-t-il pas, dit-on, dans cette circonstance, une publicité suffisante pour équivaloir à une offre de contrat permanente, laquelle se transforme en convention synallagmatique par l'adhésion du voyageur ? Mais la pollicitation qu'on invoque n'a pas la portée qu'on prétend lui attribuer ; en définitive, ce qu'offre l'hôtelier, c'est le logement et un abri dans sa maison, à certaines conditions : or, la publicité résultant de l'enseigne n'est pas assez complète, pour fixer le voyageur sur tous ces points. Lorsque les prix ne sont pas indiqués, on ne saurait prétendre que l'enseigne constitue une offre de contrat, car celle-ci suppose un objet déterminé sur laquelle elle porte, avec l'indication du prix, éléments qui ne se rencontrent pas dans l'espèce. Donc, l'apparente pollicitation de l'enseigne, quand elle n'est accompagnée d'aucune indication sur les conditions du séjour dans l'hôtel, ne peut pas être prise en considération, pour forcer l'hôtelier à accepter des voyageurs. La jurisprudence est fixée sur ce point : la Cour de cassation a décidé « que l'article 19 de l'ordonnance de 1563, qui défendait aux hôteliers de se refuser sans cause légitime, à accueillir des voyageurs, comme l'article 22, qui leur défendait même de fermer leurs hôtelleries pendant les six mois qui suivraient la publication de cette ordonnance, n'étaient pas des mesures de police générale ; que, dès lors, ces articles se sont trouvés

abrogés de plein droit, lorsque les lois de 1791 ont établi la liberté du commerce (1).

Mais une autre solution devrait prévaloir, si la publicité faite par l'hôtelier annonçait les conditions du séjour dans son établissement. Dès lors, on trouverait tous les éléments d'une véritable offre de contrat, analogue à celle formulée par un voiturier qui, par le simple fait qu'il met en circulation, s'engage à transporter tous les voyageurs qui lui verseront le tarif convenu. Par suite, l'hôtelier serait contraint de recevoir tous les voyageurs qui se présenteraient et qui, acceptant les clauses et conditions du contrat, offriraient de payer le prix demandé. Et, s'il refusait de donner suite à son offre, l'hôtelier s'exposerait à une demande de dommages et intérêts, sauf si son refus reposait sur des raisons sérieuses : par exemple, sur le motif que la personne qui se présente à lui est suspecte d'avoir une conduite dissolue, ou si elle appartient à la catégorie des mendiants, des vagabonds, des gens sans aveu et des filles publiques. D'ailleurs, à l'égard de ces personnes, il existe des règlements de police qui interdisent aux hôteliers de leur permettre l'accès de leur maison.

Quant à la question de savoir si un hôtelier pourrait se refuser à accepter chez lui un voyageur malade, il y a là, avant tout, une difficulté de fait, qui devra être résolue suivant les circonstances.

(1) Cass. 4 avril 1846, D., 4, 37.

L'humanité commanderait sans doute de laisser pénétrer le malade dans l'hôtel ; il n'y aurait rien là que de conforme à la tradition ancienne, qui entendait les devoirs d'hospitalité de la manière la plus large ; mais, d'autre part, indépendamment des dérangements et des ennuis occasionnés par la maladie, la présence de ce voyageur sera parfois de nature à soulever les réclamations et les protestations de ses voisins, d'où un préjudice possible pour l'hôtelier. Par conséquent, si ce dernier avait de justes raisons de s'opposer à l'entrée du malade dans son établissement, nous pensons que sa désision serait à l'abri de toute critique, et ne pourrait être l'objet d'aucun recours en justice (1).

Cette question préliminaire tranchée, il reste à examiner les obligations de l'hôtelier par rapport à la personne du voyageur, obligations qui, si elles étaient inexécutées, mettraient en jeu la responsabilité de l'hôtelier. Ces obligations se réfèrent à quatre points : 1° Délivrance de la chose louée ; 2° Son entretien ; 3° Sa garantie ; 4° Prestation des services d'usage dans le contrat d'hôtellerie.

I. — L'hôtelier doit délivrer au voyageur la chose louée, c'est-à-dire il doit mettre à la disposition du voyageur, et pour le temps convenu, les différents appartements arrêtés par ce dernier (2).

Ces appartements doivent être garnis de tout le mobi-

(1) RUL. *Le contrat d'hôtellerie*, thèse, Paris, p. 40.

(2) Art. 1719, 1°, C. civ.

lier nécessaire à un séjour confortable, en rapport avec le prix payé par le voyageur. Cette obligation s'exécutera pratiquement par la remise au voyageur de la clef de son appartement. La délivrance pourra avoir lieu soit à l'arrivée du voyageur, soit même avant cette époque, au profit d'une personne qui serait chargée de le représenter. Si le voyageur ne venait pas à l'époque fixée prendre possession du logement qu'il a arrêté, il pourrait être condamné à payer à l'aubergiste des dommages et intérêts, car les pourparlers engagés auront probablement empêché l'hôtelier de traiter avec d'autres personnes. Mais si l'hôtelier n'exécute pas son obligation relative à la délivrance de la chose louée, quelles vont être les conséquences de cette inexécution ? Trois hypothèses doivent être distinguées : ou bien l'hôtelier ne délivre pas la chose louée, ou bien il la délivre tardivement, ou encore il la délivre en mauvais état.

1^o Si après avoir répondu favorablement à la demande formulée par le voyageur, l'hôtelier refuse sans motif de mettre les locaux arrêtés par ce dernier à sa disposition, le voyageur aura la ressource d'intenter une action en dommages et intérêts contre l'aubergiste, surtout s'il est porteur d'un document écrit constatant les pourparlers qui ont été échangés entre eux. Et il y aurait lieu, bien entendu, de réserver les hypothèses où l'hôtelier serait sans sa faute dans l'impossibilité d'accomplir son engagement : il ne serait évidemment l'objet d'aucune condamnation si, par suite d'un cas

fortuit ou de force majeure (incendie, inondation, etc.), il se trouvait hors d'état de recevoir les personnes qui se présenteraient à lui.

2° Il est admis également que le retard dans la délivrance, surtout s'il était volontaire ou considérable, pourrait donner lieu à la résolution du contrat et à des dommages et intérêts destinés à réparer les préjudices subis par le voyageur (1). Il arrive quelquefois que, soit par erreur soit pour tout autre motif, un hôtelier loue la même chambre à deux personnes qui ne voyagent pas ensemble. Dès lors, l'une possède l'action en délivrance et l'autre n'a qu'une action en dommages et intérêts. S'il n'y a pas encore mise en possession, ce sera au juge à décider, d'après les circonstances de la cause, qui doit être installé le premier en possession; l'autre voyageur n'aura alors que l'action en dommages intérêts contre l'hôtelier, comme dans l'hypothèse où, lorsqu'il se présenterait, il trouverait déjà la chambre occupée (2).

3° La délivrance de la chose louée en mauvais état, exercerait encore une influence sur le maintien du contrat. Le voyageur aurait la ressource, soit de faire condamner l'hôtelier à remettre les lieux loués en bon état, soit de lui demander des dommages et inté-

(1) LAURENT. *Principes de droit civil*, tome 25, n° 106; GUILLOUARD, *Traité du contrat de louage*, tome 1, n° 100.

(2) Cf. Cass, 19 mai 1857, D., 57, 1, 367.

rêts à raison du préjudice que lui cause l'inexécution du contrat.

Pratiquement, ces dommages et intérêts se traduiront par une diminution du loyer stipulé, c'est-à-dire que le prix du contrat d'hôtellerie sera abaissé à raison de la moins-value résultant du défaut de réparation (1). Mais le voyageur aurait-il le droit, à raison de l'inexécution partielle de son obligation par l'hôtelier, de retenir cette indemnité sur le prix du contrat ? Pour certains, reconnaître un pareil droit au voyageur, c'est l'autoriser à se faire justice lui-même, contrairement au principe certain admis par notre législation. D'autres admettent, au contraire, qu'il n'est pas nécessaire pour le voyageur d'intenter une action en justice, et que le droit dont il s'agit existe incontestablement au profit du voyageur : « Du moment, écrit M. Guilloûard, que le bailleur n'accomplit pas son obligation de livrer la chose en bon état, le preneur ne saurait exécuter son obligation corrélatrice de payer le loyer, au moins dans la mesure où il ne jouit pas ; au lieu d'être réduit à intenter au bailleur un procès toujours dispendieux, il pourra, en retenant les loyers, sans déplacement et sans frais, amener très vite le bailleur à exécuter son obligation. » La jurisprudence semble avoir incliné de ce côté (2).

(1) GUILLOUARD, tome 1, n° 101 et 181 ; Cass. 15 déc. 1880, D., 81, 1, 37.

(2) *Du contrat de louage*, n° 222.

II. — L'hôtelier est obligé, en second lieu, d'entretenir la chose louée en état de servir à l'usage qu'en attendait le voyageur (1). En un mot, l'hôtelier doit remettre au voyageur une chambre confortable, et il doit y accomplir les réparations nécessaires au sens de l'article 1720. 2° A défaut, par l'aubergiste, d'entretenir la chose louée en bon état de service, le voyageur aurait le droit de réclamer la résiliation du contrat (2). Il y a même des arrêts qui décident que les juges doivent ordonner l'exécution des travaux par le locataire aux frais de l'hôtelier (3) ; mais il nous semble exagéré d'affirmer qu'il y a là une obligation pour les juges. Il y aurait là simplement un procédé que les tribunaux pourraient autoriser, après avoir fixé à l'hôtelier un délai pour effectuer les réparations nécessaires (4).

Si l'hôtelier exécute les réparations nécessaires, le voyageur doit les supporter, malgré la gêne qu'elles lui causent, mais à la condition qu'elles soient menées avec diligence ; sinon l'hôtelier pourrait être tenu de payer une indemnité pour privation de jouissance, alors même que les réparations dont s'agit auraient duré moins de 40 jours, délai fixé par l'article 1724, en matière de bail d'immeuble. Cette solution s'impose en raison de la

(1) Art. 1719.

(2) Art. 1184.

(3) Caen, 26 juin 1850 et Lyon 1^{re} février 1867, *Pandectes françaises* Verbo « Bail », n° 620.

(4) Cf. AUBRY et RAU, tome IV, page 366, note 6.

brièveté du séjour du voyageur dans l'hôtel. De même, si les locaux arrêtés n'étaient pas habitables, en raison des réparations en cours, le voyageur aurait la faculté de résilier son contrat, même si ces réparations ne dureraient pas 40 jours (1).

Il appartiendrait, bien entendu, aux Tribunaux de décider si les réparations ont été ou non de nature à rendre les locaux inhabitables.

III. — En tant que bailleur, l'hôtelier doit assurer aux voyageurs la paisible jouissance de la chose louée conformément à l'article 1719, 3°, du Code civil. Il doit délivrer aux voyageurs le local arrêté par ces derniers, le garni des meubles, linges et autres accessoires indispensables, notamment fournir la lumière, lorsque la location se fait pour la nuit (2).

L'obligation, pour l'aubergiste, d'assurer au voyageur la libre jouissance du local arrêté par ce dernier se décompose en trois prestations principales ; il doit : 1° garantir le voyageur contre ses faits personnels, en d'autres termes, l'hôtelier répond de ses faits personnels ; 2° garantir le voyageur contre les troubles provenant des tiers ; 3° garantir le voyageur des vices inhérents à la chose.

1° L'hôtelier répond vis-à-vis du voyageur des ses

(1) Cf. LAURENT, tome XXV, n° 142 ; AGNEL et CARRÉ. Du contrat de louage, « Code manuel des propriétaires et locataires, hôteliers, aubergistes et logeurs », n° 195.

(2) AGNEL et CARRÉ, n° 1005.

faits personnels ou de ceux de ses préposés qui lui causeraient un trouble dans la jouissance de la chose. En vertu de cette règle, il ne pourrait, pendant le séjour du voyageur, changer la forme des lieux loués, à moins d'obtenir l'adhésion de son client. Toute modification apportée à l'état des lieux peut avoir, en effet, pour résultat, aux yeux du voyageur, de diminuer l'utilité ou l'agrément de la chose louée (1).

Toutefois, si les changements opérés étaient si minimes qu'ils ne fussent pas de nature à entraver la jouissance du voyageur, celui-ci ne pourrait exercer aucun recours contre l'aubergiste (2) ; si l'hôtelier avait changé la forme de la chose louée sans le consentement du voyageur, ce dernier aurait la faculté, soit de demander le rétablissement des lieux en leur état primitif, soit d'agir en résiliation avec dommages et intérêts.

Seulement, si le principe est certain, son application, dans la pratique, soulève des difficultés. Que faut-il entendre au juste par transformation de la chose louée, au sens de l'article 1723 ? Certains auteurs ont soutenu que, seuls, les changements apportés à la chose principale devaient être pris en considération (3). Mais il semble préférable d'admettre que les modifications ap-

(1) LAURENT, tome XXV, n° 144 ; AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, tome IV, par. 366, p. 477 et note 12 ; GUILLOUARD, tome I, n° 129.

(2) Cass. 8 nov. 1859, S., 60, 1, 455 ; AGNEL et CARRÉ, n° 234.

(3) AUBRY et RAU, Tome IV, par. 366, p. 477, note 13.

portées aux accessoires, comme au principal, justifient la demande en résiliation, pourvu qu'elles se traduisent par une transformation matérielle, de nature à occasionner au voyageur un trouble ou une diminution de jouissance ; en d'autres termes, comme l'exprime un jugement du Tribunal de la Seine du 26 janvier 1883, il faut qu'il s'agisse d'une modification qui, sans détruire la substance de la chose, en altère le caractère particulier (1).

On pourrait citer l'hypothèse où le voyageur a loué une chambre avec un balcon ; ultérieurement, pour pouvoir disposer du balcon, au profit d'un autre client, l'hôtelier immobiliserait les fenêtres qui y donnent accès. Mais d'une manière générale, il est incontestable qu'il existe une foule d'autres faits, qui, sans entraîner aucun changement de forme, n'en sont pas moins susceptibles d'apporter un trouble à la jouissance du voyageur, et qui, comme tels, appellent une sanction. Cette sanction consistera dans une indemnité pécuniaire due au voyageur.

2° En s'obligeant à procurer au voyageur la paisible jouissance des lieux loués, l'hôtelier se porte garant des faits des tiers qui auraient pour résultat de troubler la jouissance des lieux occupés par le voyageur ; mais il convient d'appliquer à cet égard la distinction posée par les articles 1725 à 1728 entre les troubles de fait et les

(1) *Gaz. Pal.* 83, 1, 323.

troubles de droit. La meilleure définition en a été donnée par Pothier : « Le trouble de fait est celui apporté à la jouissance du preneur par des tiers qui ne prétendent aucun droit à l'héritage ; le trouble de droit, au contraire, est celui qui a pour cause une prétention sur la propriété du fonds, que l'action judiciaire soit accompagnée ou non de voies de fait (1). » Or, si le bailleur, et, par analogie, l'hôtelier ne répondent pas des troubles de fait, en ce qui concerne les tiers (2), ils répondent, au contraire, des troubles de droit (3).

Donc, au cas de troubles de fait, le voyageur ne disposera jamais que d'une action personnelle contre le tiers auteur du trouble, car il n'y a aucune faute personnelle de l'hôtelier, dans cette hypothèse. Celui-ci ne pourrait être poursuivi que si le trouble occasionné à la jouissance du voyageur provenait d'un acte commun à l'hôtelier et au tiers (4).

Mais, sauf ce cas particulier, le voyageur n'aurait pas le droit de se plaindre à l'hôtelier d'un trouble de fait émanant d'un tiers. Ainsi, le voyageur n'aurait pas d'action contre l'hôtelier, pour faire cesser les troubles qu'apportent dans sa jouissance des femmes de mauvaise vie, locataires d'un propriétaire voisin (5).

(1) POTHIER, « Louage », n° 81 et 82 ; cf. DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, tome VII, n° 171 *bis* ; AGNEL et CARRÉ, n° 180 et 245.

(2) Article 1725.

(3) Articles 1726 et 1727.

(4) Lyon, 15 juin 1887. *Gaz. trib.*, 31 août 1887.

(5) Trib. Seine, 26 janvier 1888. *Gaz. trib.*, 18 février 1888.

Mais que faut-il entendre par tiers, au point de vue de la responsabilité qui incombe à l'hôtelier? Il s'agit de personnes étrangères à l'aubergiste, et dont les actes ne peuvent à aucun titre constituer l'exercice d'un droit conféré par ce dernier. Ne rentreraient pas dans cette catégorie les gérants, garçons, femmes de chambre, et d'une manière générale, tous les individus compris dans le personnel de l'hôtel.

A la différence d'un trouble de fait, le trouble de droit, c'est-à-dire celui qui a pour conséquence de gêner ou de supprimer la jouissance du voyageur, donne lieu à une action en garantie contre l'hôtelier. Le trouble de droit se manifestera soit par une action judiciaire, soit par un fait appuyé par une prétention juridique sur le local occupé par le voyageur. Le trouble sera valablement énoncé à l'hôtelier par une plainte verbale émanant du voyageur, sauf la difficulté de s'en réserver une preuve. Le voyageur aurait, d'ailleurs, le choix, soit d'agir directement contre le tiers, auteur du trouble, en citant l'hôtelier en garantie, soit d'attaquer directement l'aubergiste en dommages et intérêts.

2° La responsabilité de l'hôtelier, quant à la personne du voyageur, est plus fréquemment mise en jeu à raison des vices du local qu'il loue (1). L'hôtelier répond des vices dont il s'agit, qu'il les connaisse ou non, lors du contrat d'hôtellerie, et sans distinguer selon

(1) Cf. art. 1721.

que ces vices sont antérieurs ou postérieurs à l'entrée du voyageur dans l'hôtel, Il est manifeste, d'ailleurs, que cette responsabilité ne couvrira que les vices cachés de la chose, car, si ceux-ci étaient apparents, le voyageur serait censé avoir accepté les locaux comme propres à son usage personnel, en n'élevant aucune protestation. L'existence de vices cachés aura pour résultat de permettre au voyageur d'agir en résiliation du contrat, sans préjudice de dommages et intérêts. Les exemples les plus fréquents de vices cachés sont : l'existence d'insectes nuisibles ou répugnants dans les lieux loués, tels que punaises ou blattes, le fait qu'une cheminée fumerait au point de mettre obstacle à tout chauffage de la pièce, le voisinage d'une écurie qui dégagerait une odeur tellement insupportable que l'hôtel serait inhabitable (1). L'humidité de l'appartement pourrait constituer également un vice caché, si elle était de nature à nuire à la santé du voyageur ou même simplement à détériorer ses effets. Dans toutes ces hypothèses, le voyageur aurait le droit d'agir en résiliation du contrat, et, en outre, de se faire indemniser de la perte subie par suite du vice de la chose.

La libre jouissance du voyageur peut encore être atteinte par la perte totale ou partielle de la chose, sans la faute de l'hôtelier, ni du voyageur. Le contrat serait alors résilié de plein droit, mais sans qu'il y ait lieu,

(1) Caen, 13 juillet 1885, S. 86, 2, 31 ; Amiens, 1^{er} août 1888, S. 1889, 2, 39.

cette fois, à l'allocation de dommages et intérêts contre l'hôtelier.

IV. — L'hôtelier est tenu vis-à-vis du voyageur de la prestation des services d'usage. — Pour la prestation de ces services, le personnel de l'hôtel est à la complète disposition des voyageurs. Les services que le voyageur est en droit d'exiger sont ceux qui dérivent normalement du contrat d'hôtellerie. Ils comprendront notamment le nettoyage de la chambre, cirage des chaussures, fourniture de l'eau quotidienne pour la toilette, fourniture de la lumière. D'autre part, l'hôtelier est tenu de recevoir et de remettre à son client les lettres, imprimés, documents et objets mobiliers de tous genres, qui sont envoyés aux voyageurs.

Quant au fondement juridique de cette dernière obligation, les arrêts la rattachent tantôt aux louages de service, tantôt au mandat ; il y a évidemment intérêt à choisir entre les deux théories, en raison des règles particulières qui gouvernent le mandat. Le mandat peut assurément être salarié, mais le mandataire agit au nom du mandant, il emprunte la capacité et la volonté de ce dernier, tandis que celui qui loue son travail agit en son nom, et n'emprunte nullement la capacité d'autrui, pour accomplir les actes qui rentrent dans l'accomplissement de sa profession. Il semble bien difficile de considérer l'hôtelier comme un mandataire en ce qui concerne la réception des objets apportés chez lui par le voyageur, puisqu'il n'a pas le pouvoir de donner décharge d'une lettre

recommandée pour le compte de son client (1). L'hôtelier a été considéré comme louant ses services par un arrêt de la Cour de Nancy, du 7 juillet 1849 : — « Attendu qu'entre l'aubergiste et la personne qu'à ce titre il reçoit, il s'établit, implicitement au moins,..... une convention qui oblige celui-là envers celle-ci, à différents services qui constituent précicéement l'hospitalité qu'il fournit pour en recevoir le salaire ; que la nécessité souvent, l'équité et l'usage toujours, étendent cette obligation de services contractée par l'aubergiste au fait de recevoir, de remettre exactement les objets mobiliers qu'on apporte chez lui, pour son hôte, surtout quand ces objets peuvent être d'une importance grave et urgente, comme des lettres et des papiers (2). La Cour de Montpellier voit également dans le contrat passé entre l'hôtelier et le voyageur un louage de services, au point de vue qui nous occupe (3). Mais le Tribunal de la Seine a décidé, au contraire, sans apporter toutefois aucune argumentation juridique, à l'appui du principe qu'il énonce, que les hôteliers sont des mandataires, relativement à la réception, à la remise des objets mobiliers apportés dans l'hôtel par le voyageur (4). L'arrétiste ne formule d'ailleurs aucune critique contre cette interprétation ; pour lui, les hôteliers

(1) Article 733 de l'Instruction Générale des Postes.

(2) S., 50, 2, 52 ; D., 50, 2, 40.

(3) 7 juillet 1848, S. 50, 2, 52.

(4) 7 mai 1869, S. 69, 2, 336.

sont « les intermédiaires forcés et passifs des rapports entre les voyageurs et les tiers ; ils sont dès lors soumis à toutes les obligations des mandataires ».

Relativement aux services dont l'hôtelier est tenu vis-à-vis du voyageur, il reste à se demander si les règlements de police qui prescrivent la fermeture des auberges et cafés à une certaine heure, sous peine de contravention, pourraient légitimer le refus par l'hôtelier d'ouvrir la porte à un voyageur attardé. Tout d'abord, il est certain que les arrêtés relatifs à l'heure de fermeture des cafés et cabarets ne sont pas applicables aux hôteliers pour les voyageurs logés chez eux (1).

D'autre part, en admettant que les arrêtés municipaux prescrivent des mesures de surveillance, même à l'égard des hôtels, il semble bien que, malgré l'heure fixée pour la clôture de l'établissement, l'hôtelier sera tenu de recevoir son client, car il ne saurait être contraint de remettre à tous les voyageurs une clef de la porte de son établissement (2).

(1) Cass. 2 mars 1866, D. 66, 5, 118 ; 19 avril 1873, D. 73, 1, 172.

(2) Cass., 17 nov. 1855, D. 55, 5, 41 ; 4 juillet 1861, D. 61, 5, 39.

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITE DE L'HOTELIER QUANT AUX EFFETS DU VOYAGEUR

L'article 1952 dispose que « les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux. Le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire ». Nous examinerons successivement les points suivants :

- 1° La nature du dépôt d'hôtellerie ;
- 2° Les causes de la responsabilité de l'hôtelier ;
- 3° Le point de départ de la responsabilité de l'hôtelier ;
- 4° De l'étendue de la responsabilité de l'hôtelier quant aux personnes et quant aux objets auxquels s'applique cette responsabilité ;
- 5° Le montant de la responsabilité de l'hôtelier ;
- 6° De la preuve du dépôt d'hôtellerie ;
- 7° Des modifications conventionnelles ou légales aux règles normales concernant la responsabilité de l'hôtelier ;
- 8° Questions de compétence et de procédure ;
- 9° Réformes projetées.

SECTION I

NATURE DU DÉPÔT D'HOTELLERIE

1° Le Code civil assimile le dépôt dans une hôtellerie à un dépôt nécessaire ; cependant, en réalité, le dépôt d'hôtellerie n'est à aucun point de vue un dépôt nécessaire. En effet, si on se reporte à la définition du dépôt nécessaire, telle qu'elle est donnée par l'article 1949, on voit que le législateur entend par là celui qui a été forcé par quelque accident, et le texte donne des exemples du dépôt nécessaire : un dépôt effectué à la suite d'un incendie, d'une ruine, d'un pillage, d'un naufrage, ou d'un événement imprévu ; et cette énumération n'a, d'ailleurs, rien de limitatif (1). Les événements indiqués par le texte présentent tous ce caractère commun de constituer un danger pressant, ou tout au moins imprévu ; or, le fait pour un voyageur de descendre dans un hôtel n'implique évidemment rien de malheureux au d'imprévu. D'autre part, le dépôt nécessaire diffère du dépôt d'hôtellerie à un second point de vue : le dépôt d'hôtellerie est un contrat à titre onéreux ; en échange du service qu'il rend,

(1) BAUDRY et WAHL. *De la société, du prêt et du dépôt*, 2^e édition, 1900, n° 1182.

l'hôtelier reçoit un salaire. Le dépôt nécessaire appartient, au contraire, à la catégorie des contrats gratuits, dans lesquels l'une des parties procure un avantage à l'autre, sans rien réclamer en échange (1). Cette différence est constatée par M. Laurent : « Le dépôt nécessaire est un contrat de bienfaisance, essentiellement gratuit, et qui se fait uniquement dans l'intérêt du déposant, auquel le dépositaire rend un service d'ami ; il n'en est pas de même du dépôt d'auberge ; il ne se fait pas par amitié, mais en considération du profit que l'aubergiste retire des voyageurs qui logent dans son auberge (2). »

En réalité, ce n'est pas sur des motifs juridiques que repose l'assimilation du dépôt dans les hôtelleries à un dépôt nécessaire ; c'est à raison des circonstances, que ce dépôt a été considéré par le législateur comme nécessaire : « Les habitudes de la vie, les conditions dans lesquelles les voyages s'effectuent, tout concourt pour rendre impossible au voyageur de se procurer une preuve écrite de l'apport de ses effets dans l'hôtel ; aussi pourra-t-il à bon droit, comme dans le dépôt nécessaire proprement dit, faire la preuve par témoins de ce dépôt, même au-dessus de 150 francs (3). » Donc, le dépôt d'hôtellerie, ne présentant les caractères ni d'un événement malheureux, ni d'un événement imprévu, ne

(1) Article 1105.

(2) Tome 27, n° 136.

(3) GUILLOUARD. *Du prêt, du dépôt et du sequestre*, n° 129.

correspond pas à la notion du dépôt nécessaire, telle qu'elle nous est présentée par le Code civil.

Il y a plus : il est même douteux que le contrat d'hôtellerie réunisse les conditions d'un véritable dépôt. Si l'on se réfère, en effet, aux règles tracées par les articles 1917 et 1918, comme constituant l'essence du dépôt volontaire, on aperçoit immédiatement des différences manifestes entre le contrat d'hôtellerie et le dépôt volontaire. 1^o L'article 1921 dispose que le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de la personne qui le reçoit ; or, comment considérer qu'il y ait un dépôt, lorsque le voyageur emporte ses effets dans sa chambre, sans que l'hôtelier s'en aperçoive ? Cependant, ce dernier n'en sera pas moins considéré comme ayant reçu la garde des effets dont il s'agit. Il semble, juridiquement, que l'obligation assumée sous ce rapport et à son insu, par l'hôtelier, dériverait plutôt du contrat de louage de services. D'ailleurs, l'article 1919 est fort explicite : le dépôt ne se forme que par la tradition réelle ou feinte des objets déposés ; or, ainsi que le remarque M. Guilouard, « le voyageur ne confie pas à l'hôtelier, en général, du moins, un objet pour que celui-ci le garde ; il apporte avec lui, dans l'hôtel, des bagages, des échantillons, etc., et, bien que l'hôtelier ne les ait pas reçus en dépôt, il sera considéré comme en étant le dépositaire (1).

(1) *Du prêt et du dépôt*, n^o 128.

2° Au point de vue de la preuve, aucune analogie n'existe entre le contrat d'hôtellerie et le dépôt volontaire. Ce dernier, d'après l'article 1913, doit être prouvé par écrit; la preuve testimoniale n'en est point reçue pour toute valeur excédant 150 francs.

3° Il résulte de l'article 1927, que le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent; c'est-à-dire que, suivant la terminologie usuelle, sa responsabilité s'apprécie « in concreto ». Au contraire « l'hôtelier doit veiller à la conservation de la chose comme un bon père de famille, sans pouvoir invoquer comme excuse sa négligence habituelle pour ses propres affaires. C'est ce qui résulte de la combinaison des articles 1137, 1927 et 1928 (1). » C'est donc que l'hôtelier est tenu « in abstracto »: il doit apporter à la garde des objets du voyageur toute la diligence d'un type abstrait du bon père de famille.

4° Enfin, aux termes de l'article 1933, le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution; les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait sont à la charge du déposant. Singulièrement plus lourde est la responsabilité qui pèse sur l'hôtelier; celui-ci n'est pas libéré par les cas fortuits, et il est toujours astreint à rendre les effets dont il a la garde, sauf l'exception

(1) GUILLOUARD. *Du prêt et du dépôt*, n° 130.

apportée par l'article 1954, pour les hypothèses de vol à main armée ou de force majeure (1).

N'étant un dépôt ni nécessaire, ni même volontaire, ne présentant pas non plus les caractères exclusifs d'un louage de services, le contrat d'hôtellerie constitue une convention « sui generis ». En l'assimilant à un dépôt, le législateur a obéi à la tendance traditionnelle, qui s'efforce de faire rentrer dans les contrats nommés les conventions nouvelles nées sous l'empire des besoins croissants de la civilisation. Il aurait mieux valu ranger toutes les règles relatives aux hôteliers sous une rubrique spéciale, puisqu'il s'agit d'un contrat qui n'est ni un louage ni un dépôt, et suivre sur ce point l'exemple du Code civil portugais, qui n'a pas hésité à ériger le contrat d'hôtellerie en un contrat spécial « *contracto de algaria* ».

SECTION II

DES CAUSES DE LA RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER

Le législateur a édicté contre l'hôtelier une réglementation sévère à deux égards. D'abord, en ce qui concerne la facilité de la preuve du contrat qui donne lieu à cette responsabilité ; ensuite, quant à l'appréciation de cette responsabilité elle-même. Quels sont les

(1) LAURENT, t. 27, n° 137 ; GUILLOUARD, *Ibid.*, n° 131.

motifs de cette législation spéciale ? Pourquoi avoir placé les hôteliers en dehors du droit commun ?

Les motifs de cette rigueur spéciale sont nombreux. C'est d'abord en vertu d'une longue tradition que les hôteliers sont sévèrement traités. De tout temps a régné contre eux une défiance persistante, aussi bien dans notre ancien droit qu'à Rome (1), Sans doute, dans les civilisations reculées, les hôteliers étaient souvent complices des larcins qui se commettaient chez eux. « La moralité des aubergistes était suspecte ; quand un vol était commis, on supposait qu'ils en étaient les auteurs (2). » L'ordonnance du 12 février 1367 était motivée par une hostilité de ce genre contre les aubergistes, puisqu'elle leur défendait d'ouvrir leurs portes le matin, avant d'avoir demandé à leurs clients s'ils n'avaient rien perdu pendant la nuit précédente.

Le Code civil s'est fait l'écho de cette tradition ancienne, non pas parce qu'il a voulu recueillir, sans la contrôler, une suspicion qui s'était affirmée depuis des siècles, mais parce qu'en 1804 les routes n'étaient pas sûres, et le souvenir de crimes récents commis par des bandes armées, avec la complicité plus ou moins manifeste de certains aubergistes, était encore présent à tous les esprits.

(1) Cf. BAUDRY et WAHL. *Du dépôt et du sequestre*, 2^e éd., 1900, n° 1188, et les auteurs cités en note.

(2) LAURENT, t. 27, n° 138.

Ce motif conserve-t-il encore quelque poids à l'époque contemporaine ? Il est à peine besoin de répondre, avec Laurent, que de semblables soupçons sont aujourd'hui très déplacés, et ce n'est pas la tradition qu'il faut interroger, quand on cherche à se rendre compte de la sévérité déployée aujourd'hui contre les hôteliers (1). Faut-il donc décider que, si le voyageur est ainsi armé contre l'hôtelier, c'est en raison des difficultés qu'il rencontre à se loger convenablement ? C'est là l'avis de Troplong : « On n'est pas, dit-il, toujours maître, en voyage, de choisir son hôtelier. On arrive fatigué, ne connaissant pas les localités, et l'on prend gîte dans l'auberge où vous mène votre postillon ; ou bien, si l'on voyage en messagerie, on est, pour ainsi dire obligé de s'arrêter aux hôtels adoptés par l'administration qui vous conduit (2). » Ce motif, qui pouvait avoir de la valeur du temps de Troplong, a encore disparu aujourd'hui, avec le perfectionnement des moyens de locomotion et les progrès de la concurrence, en vertu desquels il y a bien peu de localités où un voyageur n'ait le choix entre plusieurs hôtels.

Ces différentes raisons étant exclues, nous nous trouvons en présence de considérations qui militent toutes, avec plus ou moins de force, en faveur d'une réglementation spéciale de la responsabilité de l'hôtelier. Il est

(1) LAURENT, t. 27, n° 138 ; GUILLOUARD, n° 128 ; BAUDRY et WALL, n° 1189.

(2) *Du dépôt et du sequestre*, n° 210.

d'abord certain que le voyageur, placé la plupart du temps, dans l'impossibilité de se renseigner sur la moralité de l'hôtelier, est obligé de s'en rapporter à la bonne foi de ce dernier. Il y a bien, sans doute, la publicité, et les réclames alléchantes ; mais ne sait-on pas qu'elles émanent du propriétaire de l'établissement lui-même ? Il demeure donc toujours vrai que le voyageur est obligé d'accorder pleine et entière confiance à l'hôtelier, pour la garde des objets qui forment ses bagages : « Celui que sa santé ou ses affaires obligent à voyager et à loger dans une hôtellerie, est obligé aussi de suivre la foi du maître, pour la sûreté de sa personne et de ses effets. Il importe qu'il soit prémuni contre la négligence ou la mauvaise foi de ce dernier (1).

M. Laurent a écrit, dans le même sens : « L'aubergiste s'offre à la confiance du public ; il promet qu'on trouvera chez lui une entière sécurité pour les personnes et leurs effets ; il faut donc que la plus grande sécurité accompagne, en réalité, le voyageur dans l'hôtellerie où il descend, et qu'il la conserve par la certitude légale que ses effets ne seront pas impunément divertis, soit par l'aubergiste, soit par les domestiques qu'il emploie, soit par les étrangers qui vont et viennent dans l'hôtellerie. Cette responsabilité, qui paraît

(1) SOURDAT. *Traité de la responsabilité*, t. II, n° 934.

rigoureuse, est peut-être la base la plus solide de la prospérité des aubergistes (1). »

D'autre part, la responsabilité de l'aubergiste doit être rigoureusement maintenue, parce que l'hôtel est un lieu ouvert au public, et que la perpétration d'un délit y est particulièrement facile. Le propriétaire d'un hôtel important, qui éprouve déjà quelque difficulté à se renseigner sur la moralité des agents qu'il emploie, est dans l'impossibilité d'exercer aucune investigation sur la probité des personnes qui se présentent chez lui et qu'il ne connaît pas. Il lui appartient donc d'exercer une surveillance étroite sur toutes les personnes qui, à des titres divers, habitent dans l'hôtel (2).

Enfin, il existe une compensation à la responsabilité, assurément fort lourde, de l'hôtelier : ce sont les prix rémunérateurs que les hôtels modernes n'hésitent pas à exiger de leurs clients. Il n'est pas besoin d'insister longuement sur ce point, et cette branche d'industrie ne figure pas assurément au nombre de celles sur lesquelles sévissent des crises profondes et durables. Bien que les voyageurs ne se fussent pas multipliés il y a trente ans comme aujourd'hui, on peut accepter comme exact ce que Laurent avançait déjà : « L'aubergiste, quoiqu'il ne reçoive pas de salaire spécial pour la garde du dépôt, est largement indemnisé des soins qu'il

(1) LAURENT, t. XXVII, n° 138.

(2) BAUDRY et WAHL, n° 1189.

donne à la garde de la chose, par les dépenses que font les voyageurs qui logent chez lui ; on peut donc lui appliquer la disposition de l'article 1928, qui aggrave la responsabilité du dépositaire salarié (1). C'est à l'hôtelier de ne pas entreprendre cette profession, s'il en trouve trop lourdes les obligations ; mais, entre son intérêt personnel et celui du plus grand nombre, c'est-à-dire des voyageurs, le choix ne saurait être douteux ; il importe de protéger les voyageurs contre toute soustraction dans les hôtels. Il y a unanimité, d'ailleurs, des législations étrangères, sur ce point (2). La Russie est peut-être le seul Etat européen où les hôteliers soient placés, quant à la preuve et à la responsabilité du dépôt, sous l'empire du droit commun (3) : le voyageur qui réclame la restitution de ses bagages doit, en Russie, faire la preuve du dépôt effectué à l'hôtelier, et il ne peut agir en responsabilité qu'en démontrant une faute de ce dernier.

SECTION III

POINT DE DÉPART DE LA RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER

Déjà, dans l'ancien droit, tous les auteurs, sauf Po-

(1) LAURENT, t. XXVII, n° 136.

(2) Cf., art. 701 et s. du Code civil allemand de 1896 ; art. 1316 du Code civil autrichien ; art. 1752 et 1753 du Code civil belge ; art. 1783 du Code civil espagnol ; art. 1866 du Code civil italien ; art. 486 et 487 du Code fédéral suisse des obligations.

(3) LEHR. *Eléments de droit civil russe*, t. II, n° 911, 1267, 1273.

thier, enseignaient que la responsabilité de l'aubergiste commençait à partir du moment où les effets du voyageur étaient entrés, même à l'insu de l'hôtelier, dans l'établissement de ce dernier. C'est encore la même opinion qui domine aujourd'hui : « La responsabilité de l'aubergiste, écrit M. Laurent, est engagée par le fait de l'apport dans l'auberge (1). » « La loi n'exige pas, déclare M. Sourdat, que le voyageur ait positivement confié ses effets aux préposés de l'aubergiste, pour que celui-ci en devienne responsable ; ce ne serait là que la conséquence des principes généraux. Il suffit qu'ils aient été apportés, qu'ils soient entrés dans l'auberge, soit que le maître en ait eu connaissance ou non (2). » Telle est encore l'opinion de M. Guillouard, pour qui, aujourd'hui comme autrefois, « la responsabilité de l'aubergiste commence du moment où les choses apportées par le voyageur sont entrées dans l'hôtel ou dans ses dépendances ; car, dès ce moment, elles doivent être l'objet de la surveillance à laquelle l'hôtelier est tenu sur toutes les parties de l'établissement qu'il dirige (3) ». Tel est enfin l'avis de M. Huc, d'après qui l'apport dans l'hôtel est considéré comme effectué dès le moment où le voyageur a pris place dans l'omnibus et a confié ses bagages au conducteur, attendu que l'omnibus est une dépendance de l'hôtel.

(1) T. XXVII, n° 160.

(2) *Traité de la responsabilité*, n° 941.

(3) *Du prêt et du dépôt*, n° 140.

Il y a un intérêt, d'ailleurs, à fixer le point de départ de la responsabilité de l'hôtelier au chargement des bagages sur l'omnibus, attendu que, pour les espèces monnayées et les valeurs au porteur, la responsabilité de l'hôtelier a été atténuée par la loi du 18 avril 1889, tandis que celle de l'entrepreneur de transports est illimitée (1).

Cependant une autre opinion s'est fait jour, et la thèse jadis soutenue par Pothier a été défendue de nouveau par MM. Baudry et Wahl : « Il ne suffit pas, pour que l'hôtelier soit responsable, dans les termes de l'article 1752, ni même pour qu'il encoure aucune responsabilité, que les effets du voyageur aient été introduits dans l'hôtel ; il faut qu'ils l'aient été avec le consentement de l'hôtelier ou de ses préposés (2). Cette opinion, qui est d'ailleurs à peu près isolée, ne nous paraît pas devoir être suivie, car elle est en contradiction avec l'esprit général de notre législation sur la responsabilité de l'hôtelier. L'article 1952 s'exprime de la façon la plus générale : Il déclare les hôteliers responsables « des effets apportés » par le voyageur qui loge chez eux ; ce texte ne contient donc le germe d'aucune distinction, et il diffère à ce point de vue de l'Ordonnance de 1667 qui, en parlant de dépôt « fait entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse », était manifeste-

(1) Cf. Huc. *Commentaire du Code civil*, n° 260.

(2) *Du dépôt et du sequestre*, n° 1199.

ment moins nette. On comprend, à la rigueur que, sous l'empire de cette Ordonnance, Pothier ait considéré que l'hôte n'était responsable que si les effets du voyageur avaient été introduits dans son établissement de son propre consentement ou de celui de ses préposés. Mais, en présence de la modification apportée au principe réglementant la matière, toute atténuation motivée par le fait que l'hôtelier n'aurait pas pris connaissance de l'apport effectué chez lui doit être proscrit. La circonstance normale, c'est que les voyageurs sont accompagnés de bagages ; les hôteliers doivent donc prendre leurs précautions, en surveillant continuellement toutes les parties de leur établissement, pour que la garde des effets de leurs clients soit assurée. Il n'y a aucune singularité à exiger de l'aubergiste qu'il surveille des effets dont il ne connaît même pas la présence dans son établissement, puisque en vertu de sa profession, l'hôtelier est astreint à des obligations d'autant plus sévères que sa maison est un lieu ouvert à tout le monde. « Vainement, dit Troplong, l'hôtelier prétexterait-il son ignorance ; il n'a pas besoin de connaître en détail les objets reçus dans son hôtel. Si sa surveillance est exacte, il protégera par sa bonne et soigneuse administration les personnes et les choses qui ont eu accès chez lui. En un mot, l'article 1952 n'exige rien de plus pour faire naître la responsabilité que l'apport dans l'hôtel. Et en cela il est conforme au Droit Romain et à l'ancienne jurisprudence... Une hôtellerie doit être sûre à toute

heure ; la surveillance ne s'y doit jamais ralentir (1). »

On insiste et l'on soutient que, la responsabilité de l'hôtelier étant contractuelle, elle ne peut pas naître là où il n'y a pas de contrat (2). Cependant, même en admettant qu'il faille distinguer deux types de responsabilité, la responsabilité délictuelle et la responsabilité contractuelle, et que celle de l'hôtelier appartienne à cette dernière catégorie, il est possible de reconnaître son existence, attendu que l'engagement des hôteliers résultant d'un accord tacite conclu avec les voyageurs, on est bien en présence d'un contrat.

Le principe incontestable, et d'ailleurs consacré par la Jurisprudence, est donc que la responsabilité de l'hôtelier commence à partir du moment où, soit à son insu, soit à sa connaissance, les bagages du voyageur sont entrés dans son établissement. En d'autres termes, le dépôt se forme par le seul apport, sans que le voyageur soit obligé de faire à l'hôtelier une consignation ou une déclaration quelconque à cet égard (3).

Comme nous l'avons vu, la responsabilité de l'hôtelier peut même commencer avant l'entrée du voyageur et des bagages dans l'hôtel, puisqu'elle est engagée dès la remise de ces effets ou même du bulletin de consignation, au conducteur de l'omnibus de l'hôtel (4).

(1) *Du dépôt et du sequestre*, n° 218.

(2) BAUDRY et WAHL, n° 1199.

(3) Cf. Colmar, 8 avril 1845, D., 49, 5, 344 ; Cass. 11 mai 1846. S., 46, 1, 364 ; AUBRY et RAU, par 406, texte et note 5 ; HUC, n° 260.

(4) BAUDRY et WAHL, n° 1195 et 1201 ; HUC, n° 260.

Bien entendu, la responsabilité de l'hôtelier, s'étendrait aux effets dont le voyageur n'était pas accompagné à son arrivée, mais qu'il aurait introduits au cours de son séjour dans l'hôtel (1).

Mais cette responsabilité cesserait de s'appliquer si le voyageur quittait l'hôtel : ainsi il y aurait dépôt ordinaire et non plus dépôt d'hôtellerie pour les objets que le voyageur, sur le point de partir, confierait à l'hôtelier pour que celui-ci les remit à un tiers. Dans ce cas, « le voyageur a choisi l'hôtelier pour recevoir ce dépôt comme il aurait choisi une autre personne, et il n'y a rien de nécessaire dans ce dépôt (2) ».

L'hôtelier répondrait-il des effets d'un voyageur qui loge ailleurs ? Bien que l'article 1952 parle seulement du voyageur qui « loge chez l'aubergiste », à qui sont confiés ses bagages, la Jurisprudence a admis souvent que, dans cette hypothèse, l'hôtelier était pleinement responsable (3). « La garantie doit subsister dans tous les cas où des effets ont été confiés à celui qui, par état, annonce au public qu'il les recevra dans sa maison ; autrement, il vaudrait autant les laisser sur la route et les confier à la foi publique (4) ». Un autre arrêt, émanant de la Cour de Rennes, du 26 décembre 1833, déclare que « les termes de l'article 1952 sont énonciatifs et non limitatifs ; d'où il suit que cette déno-

(1) BAUDRY et WAHL, n° 1196.

(2) GUILLOUARD, n° 141.

(3) Cf. Metz, 18 avril 1812.

(4) D. Rep. alph. *Verbo* « Dépôt », n° 160.

mination générale d'effets comprend évidemment les marchandises et autres objets et qu'il est indifférent pour l'application de ces principes que le voyageur ait ou n'ait pas séjourné dans le lieu du dépôt, puisqu'il est beaucoup de cas où, comme dans l'espèce, ce dépôt nécessaire a pu s'effectuer sans que le propriétaire des effets, animaux ou marchandises qui en ont été l'objet, ait logé dans l'hôtellerie où ils avaient été reçus (1).

Mais cette opinion a été combattue récemment, d'abord par les auteurs, ensuite par certaines décisions de Jurisprudence. « L'aubergiste, enseignent MM. Baudry et Wahl, ne répond pas, dans les termes de l'article 1952, des effets déposés par un voyageur qui loge ailleurs (2). La responsabilité de l'hôtelier a été, en effet, écartée, dans cette hypothèse, par un jugement du Tribunal de Paix de Libourne, du 26 octobre 1895 (3). De même, la Cour de Riom a décidé qu'un hôtelier n'avait pas à indemniser un voyageur dont le cheval était mort des suites d'une blessure reçue d'un cheval voisin, dans l'écurie de l'hôtel, du moment que ce voyageur n'était pas descendu à l'hôtel pour y loger, et n'y avait fait aucune dépense; alors surtout qu'il avait mis lui-même son cheval à l'écurie, sans en prévenir le garçon préposé à ce service, et qu'il avait seulement eu l'intention de lui donner un pourboire, sans verser aucune rétribution à l'hôtelier (4).

(1) D. Rép. alph., *Verbo*, « Dépôt », n° 170.

(2) *Du dépôt et des séquestres*, n° 1201.

(3) Rec. Bordeaux, 96, 3, 8, (bicyclette déposée dans une écurie).

(4) Riom, 31 mars 1906, D. 1906, 5, 68.

Nous pensons qu'il est douteux qu'un hôtelier qui consent à recevoir chez lui les bagages d'un voyageur qu'il ne loge pas accomplisse un acte rentrant normalement dans l'exercice de ses fonctions, alors surtout qu'aucun salaire ne lui est payé, à raison du dépôt qui lui a été confié, et nous estimons que l'opinion de MM. Baudry et Wahl, et les dernières décisions citées sont conformes à la fois à la logique et à l'équité; il importe de ne pas aggraver d'une manière exagérée la responsabilité de l'hôtelier.

SECTION V.

DE L'ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER QUANT AUX PERSONNES ET QUANT AUX OBJETS AUXQUELS S'APPLIQUE CETTE RESPONSABILITÉ.

La question de savoir quelles sont les personnes qui peuvent être déclarées responsables, à titre d'hôteliers, et quels sont les effets auxquels s'applique cette responsabilité a soulevé beaucoup de difficultés dans la pratique.

Si nous examinons d'abord la responsabilité quant aux personnes qui en sont grevées, nous admettrons qu'en vertu de l'article 1384 l'aubergiste ne garantit pas seulement son fait personnel, mais qu'il répond encore du fait de ses domestiques et de ses préposés. On sait, d'ailleurs, que la responsabilité du fait des

domestiques et préposés est de droit commun. Aux termes de l'article 1384, le maître répond, même en dehors de tout contrat, du dommage causé par ses domestiques ou ses préposés ; à plus forte raison en répond-il, si ceux-ci contreviennent aux obligations que leur maître a assumées par un contrat. L'article 1384 est, en effet, fondé sur la présomption d'un défaut de surveillance. Or, l'hôtelier est inexcusable d'avoir mal choisi et surtout d'avoir mal surveillé les individus qu'il emploie ; les expressions « domestiques et préposés » s'appliquant d'ailleurs à toutes les personnes qui sont au service de l'hôtel et sans distinguer suivant la situation hiérarchique qu'elles y occupent. Mais, pour que l'hôtelier soit responsable, il faut que le dommage ait été causé au voyageur par les préposés de l'hôtelier ; par conséquent, si le préjudice provenait du fait du domestique du voyageur, la responsabilité édictée par l'article 1952 cesserait (1).

Seulement, faut-il distinguer, pour apprécier plus ou moins sévèrement la responsabilité de l'hôtelier, suivant que le dommage dont se plaint le voyageur a été causé ou non par le préposé dans l'exercice de ses fonctions. Il semble plus rationnel de décider qu'aucune distinction ne doit être formulée ; l'article 1953 est plus qu'un simple rappel de l'article 1384 ; c'est un texte spécial qui édicte des peines particulièrement sévères, parce que,

(1) Cf. BAUDRY et WAHL, n° 1213.

quel que soit le moment où le préposé a agi, le dommage occasionné au voyageur doit toujours être considéré comme imputable à l'hôtelier. Il appartient, en effet, toujours à l'hôtelier de choisir son personnel de manière à pouvoir offrir une sécurité complète aux voyageurs ; et, à raison de ce rôle même, les domestiques de l'hôtel peuvent être regardés comme agissant toujours dans l'exercice de leurs fonctions (1).

Les articles 1952 et 1953 ont soulevé, quant à la responsabilité qu'ils édictent, de graves difficultés, sur le point de savoir ce qu'il faut entendre par les expressions « aubergistes et hôteliers ». Il convient d'abord de remarquer que les mots « aubergistes et hôteliers » sont synonymes : si, en effet, la dénomination d'aubergiste s'applique plus communément aux établissements de second ordre, tandis que le nom d'hôtel est réservé aux constructions luxueuses des grandes villes, il n'en est pas moins vrai qu'on entend par là tous ceux qui exercent la profession de loger des voyageurs ou de les loger et de les nourrir. Comme le disait déjà Denisart, « l'auberge ou hôtellerie est un lieu destiné à recevoir, loger et nourrir les voyageurs et leur suite (2) ». De cette définition, il y a une idée à retenir, c'est que la profession d'hôtelier implique nécessairement l'obligation de loger les voyageurs et, à titre accessoire seulement, celle de les nourrir (3).

(1) BAUDRY et WAHL, n° 1207.

(2) Collection de décisions nouvelles, *Verbo* « Aubergiste », par. 2, n° 1.

(3) Rul, pc. *Le Contrat d'hôtellerie* pag. 99.

Cependant, lorsqu'il s'agit de savoir quelles sont les personnes qui tombent sous l'empire des articles 1952 et 1953, on éprouve souvent un grand embarras, et (les recueils judiciaires en font foi), les Tribunaux eux-mêmes sont souvent embarrassés. Sur cette question, deux opinions opposées sont aux prises.

D'après une première doctrine, qu'on peut qualifier de traditionnelle, les articles 1952 à 1954 ne s'appliquent pas seulement aux hôteliers, mais à tous ceux qui, soit à titre passager, soit par leur profession, sont chargés de veiller à la conservation d'objets qui ont été déposés chez eux; on se fonde sur l'intérêt du public, qui exige qu'il soit protégé le plus possible : sans doute, les intérêts des hôteliers commanderaient une autre interprétation, mais cette considération ne peut entrer en balance avec les garanties qui sont dues aux voyageurs. On peut s'appuyer, en outre, sur des arguments de texte. Les articles 1952 et 1953 ne se réfèrent, sans doute, qu'aux aubergistes et qu'aux hôteliers; mais ces expressions n'ont pas été prises par le législateur dans un sens étroit; il les a employées seulement à titre d'exemple, et il n'a voulu nullement exclure les professions similaires. Ce que le législateur a entendu viser par là, ce sont les personnes qui « s'offrent au public, pour recevoir chez elles, moyennant salaire, des objets qui y sont déposés sans entente préalable, comme conséquence de la profession du dépositaire, et, par suite, de l'appel général qu'il fait au

public (1) ». Mais il n'y a rien d'excessif à étendre ces dispositions à tous ceux que leur profession appelle plus ou moins régulièrement à recevoir des dépôts. Cette déduction semble d'ailleurs commandée par le texte de l'article 1952 : après avoir spécifié que les hôteliers et aubergistes sont responsables, cet article ajoute qu'ils sont responsables comme dépositaires. Dès lors, ces articles ne sont que l'expression d'un principe général en vertu duquel quiconque exerçant la profession de recevoir une personne qui apporte avec elle des objets exigeant une surveillance plus ou moins étroite, doit être considéré comme un dépositaire nécessaire, placé sous le domaine de la responsabilité rigoureuse que prononcent les articles 1952 et suivants.

« Si la loi ne parle que des aubergistes et des hôteliers, dit Laurent, c'est que la disposition est traditionnelle et que les termes sont traditionnels ; seulement ces termes doivent être étendus à des personnes qui ne sont pas à proprement parler des aubergistes, mais dont la situation est identique, puisqu'ils sont aussi des dépositaires nécessaires et intéressés(2) . »

Il y a, d'ailleurs, des documents législatifs qui confirment la théorie de l'interprétation extensive. C'est d'abord l'avis du Conseil d'Etat du 10 octobre 1811 (3). « Le Conseil d'État, considérant que les motifs qui ont

(1) GUILLOUARD, n° 135.

(2) LAURENT, t. XXVII, p. 147.

(3) CARPENTIER. *Codes et Lois*, t. II, p. 198.

dicté la peine portée contre les vols commis dans une hôtellerie ou dans une auberge, s'appliquent évidemment aux vols commis dans une maison ou hôtel garni ; qu'il résulte d'ailleurs des articles 73, 154 et 475 du Code pénal, que le législateur a employé indistinctement, tantôt les expressions d'aubergistes et d'hôteliers, comme dans le premier de ces articles, tantôt celle de logeurs et d'aubergistes, comme dans le second, tantôt celles d'aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, comme dans le troisième, pour assujettir les personnes désignées sous ces différentes dénominations aux mêmes obligations et à la même responsabilité ; qu'ainsi, si les mots de maison ou d'hôtel garni ne se trouvent pas littéralement répétés dans l'article 386 du Code pénal, on ne peut douter qu'ils n'y soient implicitement compris, sous les expressions génériques d'auberge ou d'hôtellerie, est d'avis que la peine de réclusion portée par l'article 386 contre les vols commis dans une auberge ou hôtellerie est applicable aux vols commis dans une maison ou hôtel garni. » Cet avis a une portée très importante, attendu qu'il ne craint pas d'assimiler les logeurs en garni aux aubergistes, bien que l'interprétation restrictive soit l'un des principes fondamentaux du droit pénal.

Si l'expression « hôteliers » est entendue dans un sens large, en droit pénal, *a fortiori* doit-il en être de même en droit civil.

D'autre part, l'article 2 de la loi du 25 mai 1838 dis-

pose que les Juges de paix seront compétents pour les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépenses d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets, déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel. L'assimilation, entre les hôteliers et les autres personnes tenues d'obligations analogues, trouve donc son fondement dans la loi elle-même.

D'ailleurs, l'assimilation entre les hôteliers et les logeurs en garni se comprend facilement : « L'article 1952, écrit Laurent, s'applique aux hôtels garnis. Ils sont assimilés aux auberges, parce que ceux qui y occupent des appartements y doivent trouver la même sécurité qu'ils auraient dans un hôtel proprement dit ; le dépôt qu'ils y font de leurs effets est aussi un dépôt nécessaire, en ce sens que les voyageurs doivent déposer leurs effets là où ils logent. La situation est donc identique, c'est plus que de l'analogie (1). » M. Huc adopte la même opinion : pour lui, les dispositions des articles 1952 à 1954 s'appliquent à tous ceux qui, soit par leur profession, soit à raison d'un fait passager, sont chargés de veiller à la conservation d'objets déposés chez eux (2).

Cependant, l'opinion contraire compte des défenseurs autorisés : MM. Baudry et Wahl enseignent « que l'ex-

(1) Tome XXII, n° 148.

(2) *Commentaire du Code civil*, nos 256 et 257.

pression « aubergistes et hôteliers » doit être interprétée restrictivement, et ne s'applique pas à toutes les personnes qui font profession de recevoir, moyennant salaire, chez elles, les objets d'une nature déterminée qu'on voudra leur déposer, ou les personnes qui se présenteront (1) ».

Quant à la Jurisprudence, il semble qu'elle pencherait plutôt pour l'interprétation restrictive. D'abord, en ce qui concerne les cafetiers et les restaurateurs, elle considère que les articles 1953 et 1954 leur sont inapplicables (2). Cette Jurisprudence a eu l'occasion de se former à l'époque la plus récente : le 11 mai 1900, un jugement du Tribunal civil de Lyon décide qu'il y a lieu de refuser au dépôt dans un restaurant la nature de dépôt nécessaire. Le jugement nie également qu'il puisse y avoir dépôt volontaire, si le client a enlevé lui-même et placé son vêtement dans un endroit à sa convenance (3). Le 10 décembre 1903, un jugement du Tribunal civil de Fontainebleau déclare un cafetier non responsable du placement d'une bicyclette dans un support, à une certaine distance de l'établissement, sur la partie de la voie publique occupée par les tables des

(1) *Du dépôt et du sequestre*, n° 1237.

(2) Trib. civ. Seine, 30 juillet 1867, D. 75, 1, 220 ; Trib. civ. Pontoise, 30 nov. 1892, *La Loi* du 10 déc. 1892 ; Trib. civ. Seine, 27 juin 1896, *Gaz. Pal.* 96, 2, 524 ; Rouen, 15 mai 1897, *Rec. Rouen*, 98, 1, 234 ; Trib. civ. Seine, 19 mai 1897, *Le droit* du 11 juillet 1897 ; Trib. civ. Nantes 21 mai 1897, *Gaz. Pal.*, 97, 1, supplément 36 ; Trib. comm. Bordeaux, 19 avril 1902, *Mémorial Bordeaux*, 02, 1, 124.

(3) S. 04, 2, 21.

consommateurs ; il est vrai que le placement dont il s'agit avait été effectué sans avertir personne (1). Les auteurs admettent d'ailleurs volontiers qu'il n'y a pas de dépôt nécessaire dans les cafés, restaurants, tables d'hôte, pensions bourgeoises et autres établissements de ce genre, attendu que le client conserve la surveillance personnelle des objets qu'il apporte (2).

La doctrine contraire de Troplong (3) et de Sourdat (4) est donc aujourd'hui abandonnée.

Le 17 août 1906, le Tribunal de paix du V^e arrondissement de Paris a rendu une décision analogue, dans une espèce assez intéressante : il a déclaré qu'on ne saurait assimiler l'association générale des Etudiants de Paris à une hôtellerie. Il s'agissait du vol d'une bicyclette déposée par un des associés dans une pièce spéciale de l'établissement, d'ailleurs accessible à tous, et sans l'intervention d'un employé chargé de délivrer des tickets ou des numéros. La victime du vol prétendait rendre l'Association responsable du préjudice qui lui avait été causé. Mais le Tribunal a pensé que la responsabilité édictée par l'article 1952 contre les hôteliers et aubergistes, à titre de dépositaires nécessaires, ne pouvait être mise en jeu (5). Il faut rapprocher de cette dé-

(1) D. 04, 2, 179.

(2) AUBRY et RAU, par. 406, texte et note III ; GUILLOUARD, n° 139 ; HUC, n° 258 ; RUL, p. 103.

(3) *Du dépôt*, n° 229.

(4) *Traité de la responsabilité*, t. II, p. 939.

(5) D. 07, 5, 2.

cision un autre jugement émanant du Tribunal de paix du XIX^e arrondissement de Paris, en date du 2 mars 1905 : il s'agissait du vol d'une bicyclette, commis dans un café, après que le propriétaire l'avait confiée au garçon de l'établissement. Pour le Tribunal, on ne rencontre pas là les éléments du dépôt nécessaire, ni même ceux du dépôt volontaire, prévus par l'article 1917 ; et le fait par le garçon d'accepter la surveillance qu'on lui demande ne constitue qu'un acte de pure obligeance (1).

Cette Jurisprudence, qui dénie au cafetier la responsabilité incombant aux dépositaires nécessaires, nous paraît devoir être approuvée. Si l'on obligeait les cafetiers et les restaurateurs à exercer une surveillance continue sur les effets apportés par leurs clients, on rendrait leur profession singulièrement pénible. Il ne faut pas perdre de vue qu'à la différence des hôteliers, les cafetiers et restaurateurs ne sont pas astreints à l'obligation de loger, qui paraît avoir été prise surtout en considération par le législateur, lorsqu'il a aggravé la responsabilité de ces commerçants. Le principe est donc que les clients des restaurants et cafés doivent surveiller eux-mêmes les objets qui leur appartiennent, sauf s'il existe dans l'établissement un vestiaire tenu par un employé chargé de délivrer des tickets ou des numéros aux clients (2).

(1) D., 06, 5, 11.

(2) Trib. civ. Lyon, 11 mai 1900, D. 04, 2, 327 ; et 10 août 1903, D. 04, 2, 469 ; Trib. civ. Fontainebleau, 10 déc. 1903, D. 04, 2, 179 ; Trib. civ. Marseille, 26 février 1903, D. 05, 2, 185, Note de M. PLANIOL.

A fortiori devrait-on décider qu'il n'existe aucune analogie entre l'hôtelier et le propriétaire d'un magasin dans le local de qui les clients qui viennent faire des achats déposent des objets ou des effets qui leur appartiennent. C'est ainsi que le Tribunal de paix de Toulouse, appelé à statuer, le 4 avril 1906, sur la réclamation d'un client, qui, dans un magasin, avait laissé son manteau sur un siège, pour essayer un vêtement, a exonéré le propriétaire du magasin de toute responsabilité, à raison de la disparition du manteau ; le fait de placer dans un magasin des sièges destinés à permettre aux clients de s'asseoir, ne saurait engager la responsabilité du patron, à l'égard des objets que les clients y déposent à son insu. Le motif de cette décision est donc qu'il y avait eu absence du consentement réciproque indispensable pour la formation du dépôt même nécessaire (1).

Citons encore, bien que n'offrant avec notre sujet qu'une analogie éloignée, un arrêt de la Cour de Paris du 16 novembre 1905, aux termes duquel un cantonnier a été déclaré responsable de l'accident causé par un cheval de fiacre, à une station, alors que ce cantonnier exerçait simplement une surveillance momentanée, le cocher s'étant absenté de sa station pour prendre son repas. Toutes ces décisions sont l'indice d'une interpré-

(1) D. 06, 5, 59.

tation jurisprudentielle restrictive, en ce qui concerne les choses dont on a la garde.

On s'est demandé encore si la responsabilité formulée par les articles 1952 et suivants est applicable aux propriétaires de bateaux-lavoirs, qui louent aux blanchisseuses des cabines pour permettre le séchage du linge. En cas de perte ou de vol de ce linge, les propriétaires de ces établissements ne doivent-ils pas être assimilés aux hôteliers ? Il est impossible d'établir entre eux un parallélisme de situation, car il n'y a pas de dépôt nécessaire. Ce n'est pas sous la surveillance du propriétaire du lavoir, mais bien sous celle des blanchisseuses, que sont placés les effets pendant leur nettoyage (1) ; les blanchisseuses demeurent, d'ailleurs, libres d'emporter le linge chez elles, pour le faire sécher à domicile ; on peut ajouter, mais ce n'est pas là une raison déterminante, que les propriétaires des lavoirs ont toujours le soin de décliner toute responsabilité au sujet du linge, par un avis affiché à la porte de leur établissement. Enfin, et surtout, les blanchisseuses sont toujours munies d'une clef des séchoirs, ce qui atteste la volonté évidente du propriétaire du bateau de n'être jamais inquiété au sujet des pertes ou des vols. C'est donc avec raison que la Cour a décidé, le 26 janvier 1875, que le bateau-lavoir a une destination spéciale et différente de celle d'une auberge ou d'une hô-

(1) BAUDRY et WAHL, n° 1243.

tellerie ; que le linge lavé reste forcément et sous la surveillance exclusive des blanchisseuses, et qu'ainsi il n'y a pas dépôt, mais plutôt un simple acte de jouissance locative accompli aux périls du locataire (1).

Que décider pour le dépôt opéré dans un vestiaire de théâtre ? Les articles 1952 et suivants s'appliquent-ils au dépôt de vêtements, manteaux, fourrures, etc., effectué dans un vestiaire de théâtre ? M. Guillouard pense qu'il faut admettre l'affirmative ; pour lui, le dépôt dont il s'agit est nécessaire au même titre que celui qui a lieu dans un hôtel ; en outre, on est bien dans l'hypothèse d'un dépôt salarié, car ce n'est pas à titre de service gratuit, mais comme conséquence de l'entreprise théâtrale, que le propriétaire de la salle de spectacle organise un vestiaire (2). La solution contraire conduirait à favoriser les larcins de préposés ou de spectateurs peu scrupuleux. Cependant, MM. Baudry et Wahl estiment que les articles 1952 à 1954 ne peuvent être invoqués dans la circonstance (3). La jurisprudence adopte, en principe, l'opinion défendue par M. Guillouard (4). Toutefois, la Cour de Paris, tout en admettant qu'il ne pouvait y avoir, en cas de dépôt dans un vestiaire, de dépôt nécessaire, a décidé qu'en vertu de

(1) D. 75, 1, 219 ; S. 75, 1, 256 ; Trib. paix Paris, 1^{er} août 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 2. 461.

(2) *Du dépôt et du sequestre*, n° 138.

(3) N° 1242.

(4) Cf. Trib. civ. Seine, 5 janvier 1888 ; S. 88, 2, 45 ; Trib. paix Bordeaux, 3 février 1892, *La Loi* du 14 mars 1892 ; Trib. Marseille, 26 fév. 1903, D. 05, 2. 185.

l'impossibilité morale où se trouvait le spectateur de se procurer une preuve écrite, l'article 1348 devait s'appliquer et la preuve par témoins être autorisée (1).

Pour nous, il y aurait lieu de distinguer, suivant que le dépôt des chapeaux, cannes et pardessus, etc., est obligatoire ou non, dans les salles de spectacle. S'il est obligatoire, et que le propriétaire de l'objet justifie d'une faute du préposé, le directeur serait incontestablement responsable. Mais, si le dépôt est facultatif, de telle manière que l'exploitant du local ne puisse être considéré réellement comme étant dépositaire des objets perdus ou volés, il nous semble douteux que la non-représentation de ces objets donne naissance à la responsabilité des articles 1952 et suivants (2).

C'est peut-être à l'occasion des bains publics qu'on rencontre le plus de décisions contradictoires ; les uns en tiennent pour la non-extension des articles 1952 et suivants aux propriétaires de ces établissements. « Ici également, écrit M. Ortlieb, il faut dire que rien n'oblige les baigneurs à emporter avec eux des objets précieux, la prudence la plus vulgaire leur conseille même de les déposer ailleurs. S'ils agissent autrement, la confiance qu'ils accordent à l'établissement de bains est absolument volontaire ; l'idée de dépôt nécessaire n'a aucune

(1) Paris, 23 avril 1902 ; D. 03, 2, 323.

(2) Cf. HUC, n° 258 ; Trib. Bruxelles, 1872 ; Pas., 73, 3, 8 ; PLANIOL, note D. 05, 2, 185 ; Trib. civ. Seine, 26 déc. 1898 ; *Gaz. Pal.*, 99, 1, 67.

place. C'est assez dire que nous adoptons pleinement l'opinion de ceux qui pensent que les articles 1952 et suivants sont étrangers à tous les propriétaires de bains publics (1). Il faudrait donc, pour exonérer les maîtres de bains de toute responsabilité, tenir compte de cette considération qu'il y a imprudence de la part des baigneurs à emporter avec eux des objets de quelque prix (2).

M. Pont distingue sur cette question, suivant qu'il s'agit d'un établissement de bains organisé avec luxe, ou, au contraire, avec cabines plus modestes : « Il est certain, écrit-il, qu'on exigera plus de vigilance de celui qui tient un établissement somptueux et qui doit recevoir des personnes d'un certain rang, que de celui qui établit des bains en plein vent, avec un abri commun pour tous les effets des baigneurs. La différence du prix devra aussi être d'un grand poids ; la personne qui exige une rétribution plus élevée s'engage, en retour, à une vigilance plus grande que celle qui ne demande qu'une somme très faible, et à laquelle il serait injuste d'imposer une surveillance qui absorberait son mince bénéfice. Ainsi, sans partager l'avis absolu de quelques auteurs, qui affranchissent complètement les établissements de bains, nous pensons que de tels établissements peuvent parfois, sinon toujours, être assimilés aux auberges ou aux hôtels, sous le rapport qui nous

(1) Note S., 76, 2, 49.

(2) Cf. Caen, 17 déc. 1875, S. 76, 2, 49 ; AUBRY et RAU, par. 406, texte et note 4.

occupe (1) ». Mais cette distinction ne repose sur aucune base juridique et doit être écartée.

Une opinion plus nette, mais opposée à la première, assimile complètement, au point de vue de la responsabilité, les maîtres de bains aux hôteliers. De même que ces derniers, les propriétaires des établissements de bains s'offrent à la confiance du public et les baigneurs doivent être assurés de trouver chez eux toutes les garanties nécessaires à la conservation de leurs effets. Il est évident que, du moment que l'exploitant s'oblige à procurer un bain au baigneur, il est tenu en même temps de lui fournir les moyens de le prendre, c'est-à-dire de mettre à sa disposition une cabine où le baigneur puisse se déshabiller et laisser ses vêtements. Il est impossible au maître de bains d'exécuter ses engagements, sans être, d'évidence, chargé d'un dépôt nécessaire, au sens des articles 1952 et suivants. « Qu'est-ce qu'un bain public, si ce n'est une hôtellerie dans laquelle le public est admis à se baigner, moyennant une rétribution pécuniaire (2). M. Guillouard pense d'ailleurs que l'assimilation avec les hôteliers comporterait comme corollaire le bénéfice de la loi du 18 avril 1889, sur la limitation à 4.000 francs de la responsabilité des espèces monnayées et des titres au porteur (3).

La Jurisprudence se prononce généralement dans le

(1) *Des petits contrats*, tome I, n° 527.

(2) LAURENT, t. 27, n° 151.

(3) *Du prêt et du dépôt*, n° 137.

sens le plus défavorable au propriétaire de l'établissement de bains (1). Plus récemment, il a été jugé que, quand une administration communale, accessoirement à des bains publics, a établi un service de dépôt, contre la remise d'un ticket, des valeurs dont sont nantis les baigneurs, elle s'engage alors à répondre du vol ou de l'escroquerie des objets confiés à sa garde et à ne les remettre qu'au déposant ou à son mandataire (2). Il ne pouvait s'élever, d'ailleurs, dans cette espèce, aucune difficulté : le fait d'établir un service de préposés aux dépôts laisse présumer l'intention arrêtée d'être gouverné par les dispositions rigoureuses des articles 1952 et suivants.

Mais si les hypothèses précédentes peuvent laisser place au doute, il est clair, à l'inverse, que les articles 1952 à 1954 ne sauraient être invoqués au profit des négociants qui louent, dans un hôtel, des magasins, une chambre à l'année, pour leur servir de bureau (3) ; ni, *a fortiori*, par les dentistes, médecins, avocats et autres, louant dans les mêmes conditions, une chambre pour leur servir de cabinet de consultations ou d'opérations ; car on ne voit pas en quoi ils diffèrent des locataires ordinaires, et on ne s'expliquerait pas qu'on pût

(1) Cf, Trib. civ. Rouen, 21 mars 1893, D. 84, 3, 8 ; Trib. paix Paris, 27 juillet 1887, *Moniteur des Juges de Paix*, 87, 402 ; Trib. civ. Bruxelles, 10 février 1896, Pas., 96, 2, 98.

(2) Trib. civ. Bruges, 19 mars 1902, D. 05, 2, 46.

(3) Angers, 15 juillet 1857, D. 57, 2, 167.

les assimiler à des voyageurs descendant momentanément dans un hôtel (1).

Des difficultés plus sérieuses se sont élevées, relativement à la responsabilité des compagnies de Wagons-lits. On sait que ces sociétés ont pour objet de mettre à la disposition des voyageurs, moyennant une rétribution fixée à l'avance, de meilleures conditions de luxe, de confort et de bien-être ; par un contrat passé, non directement avec les voyageurs, mais avec les Compagnies exploitant les réseaux des différents Etats, elles font circuler sur les voies ferrées des voitures aménagées d'une façon particulière, dans lesquelles elles mettent à la disposition du public, des compartiments munis de lits, des cabinets de toilette, un restaurant et leur procurent un service de domesticité. Faut-il, à raison du logement qu'elles fournissent aux voyageurs, les assimiler aux hôteliers ? On l'a prétendu ; on a affirmé que la Compagnie des wagons-lits est un véritable hôtelier, au sens exact du mot. On a dit qu'il ne s'agissait pas d'un contrat de transport, parce que les voyageurs ne traitent pas directement avec la Société des wagons-lits, mais avec la Compagnie sur laquelle circulent les sleeping-cars ; le voyageur trouve à cette combinaison l'avantage d'être logé, pendant le parcours, dans des conditions analogues à celles qu'il obtiendrait d'un hôtel, si bien qu'il se trouve finalement passé deux contrats distincts :

(1) Trib. Bruxelles, 5 juin 1878, Pas., 98, 3, 352; Huc, n° 258.

1° Un contrat de transport avec la Compagnie exploitant un réseau déterminé ;

2° Un contrat d'hôtellerie avec la Compagnie des wagons-lits (1).

On reprend, en définitive, pour les wagons-lits, la théorie formulée par M. Pont, à l'occasion des établissements de bains, et l'on dit que le luxe de pareilles voitures a pour résultat de les transformer en de véritables hôtels. Ce serait, sans doute, une auberge roulante ; mais, pour caractériser l'hôtel, ce n'est pas à la forme, mais à l'organisation et au but qu'il convient de s'attacher. A cet égard, l'analogie avec l'hôtel paraît certaine, puisque la nourriture et le logement sont fournis aux clients.

Mais la doctrine (2) et la jurisprudence (3) sont fixées en sens contraire. La jurisprudence américaine seule admet la responsabilité de la Compagnie Pullmann, à raison des vols commis dans ses sleeping-cars (4). Mais, en France, on considère que le voyageur, dont le colis est perdu ou volé dans les voitures de la Compagnie internationale, n'a pas le droit de considérer cette Compagnie comme responsable, dans les termes de l'article 1952 ; elle ne joue que le rôle de voiturier. On

(1) Cf. POGHEOL, p. 109 et s.

(2) BAUDRY et WAHL, n° 1246.

(3) Trib. civ. Nice, 14 mai 1892, D. 93,2. 179 ; Trib. civ. Seine, 25 nov. 1892, D. 93, 2. 587 ; Cass., 3 février 1896, D. 98, 1. 502.

(4) *Journal du droit internat. privé*, t. V, 1878, p. 547, et t. XI, 1884 p. 548.

considère, en France, que le fait de voyager en wagon-lit n'empêche pas le client de conclure un contrat de transport, et non un contrat de louage ; c'est évidemment à titre de voyageur et non à titre de pensionnaire qu'on traite pour prendre place dans un compartiment de wagon-lit : « Attendu, déclare le Tribunal civil de Nice, que si les voyageurs, reçus par la Compagnie des wagons-lits dans ses voitures, s'y trouvent, sous certains rapports, dans les conditions où ils seraient dans une hôtellerie, la situation de cette société ne peut cependant être assimilée à celle d'un hôtelier. Elle en diffère notamment en ce point important que, chaque voyageur, au lieu d'occuper, comme dans un hôtel, une pièce séparée, partage la cabine où il prend place avec une ou plusieurs personnes ; que la Compagnie n'est point à même de connaître la moralité des voyageurs, qui sont ainsi accidentellement réunis ; qu'elle ne peut davantage exercer sa surveillance sur les actes qu'ils accomplissent dans l'intérieur de leur compartiment pendant le voyage ; qu'elle ne peut donc être responsable du vol qu'a pu commettre l'un d'eux au préjudice de ses compagnons de route. » Pour le Tribunal de la Seine, un hôtel est une maison où le voyageur qui s'arrête dans une localité quelconque, en vue d'y séjourner plus ou moins longtemps, peut trouver, moyennant argent, logement et nourriture ; d'autre part, à l'époque où a été rédigé le Code civil, on était loin de se douter que les antiques diligences seraient

un jour remplacées par des chemins de fer, et le Code civil n'a pu avoir la pensée d'appliquer une responsabilité exceptionnelle aux propriétaires de wagons-lits : « Attendu que la Compagnie internationale des wagons-lits, en traitant avec les Compagnies des chemins de fer, n'a pas eu la pensée de faire circuler sur des voies ferrées des auberges roulantes, mais seulement des voitures meilleures, où les voyageurs riches trouveraient certains avantages, et notamment celui de pouvoir se coucher dans un lit muni de draps et de couvertures, d'avoir la jouissance des cabinets de toilette, de water-closets, etc. ; attendu que de ce qu'il existe, entre le wagon-lit, tel qu'il est aménagé et surveillé, des analogies avec l'auberge d'ordre inférieur où il existe des chambres à plusieurs lits, il ne s'en suit nullement qu'il y ait identité entre le wagon-lit et l'auberge, entre la Compagnie des wagons-lits et l'aubergiste, identité qui devrait être complète et absolue, pour entraîner l'application des articles 1952 et suivants ; qu'il suffit qu'il existe des différences entre eux, pour que ces articles doivent être écartés... »

Le Tribunal civil de la Seine a encore décidé, le 25 novembre 1892, qu'il résulte des traités de la Compagnie internationale des wagons-lits avec les Compagnies de chemin de fer, « qu'elle constitue une véritable entreprise de transports de luxe, ayant pour objet de procurer aux voyageurs, moyennant un supplément, des voitures plus luxueuses et plus

confortables, et offrant certains avantages de commodité et de repos, qu'elle a conclu, dans ce but, des conventions avec les Compagnies de chemin de fer, en vertu desquelles celles-ci mettent à sa disposition leurs lignes et leur traction pour la circulation de ces voitures de luxe ; mais, qu'en définitive, ces voitures sont, comme les wagons ordinaires, soumises aux règlements sur la police des chemins de fer ; que la Compagnie des wagons-lits est un entrepreneur de transports opérant de concert avec les Compagnies de chemin de fer. »

Dans certains cas même, comme pour la traction du Sud-Express, la Compagnie des wagons-lits se substitue complètement à la Compagnie des chemins de fer ; elle devient alors « un sous-voiturier qui remplit les obligations imposées au voiturier (1). » Elle joue encore le même rôle, relativement à l'Orient-Express (2). Dans ces conditions, il est impossible d'assimiler la Compagnie des wagons-lits à un restaurateur ou à un hôtelier ; on ne s'explique même pas qu'on ait pu tenter d'établir une analogie de cette nature, quand on songe à la configuration des wagons-lits, où les couchettes, qui n'apparaissent d'ailleurs que par le fonctionnement d'un mécanisme ingénieux, n'ont qu'un caractère accessoire ; d'ailleurs, chaque compartiment peut abriter plusieurs voyageurs, alors qu'une promiscuité de ce

(1) LAUDRY et WAHL, n° 1246.

(2) Convention du 27 mars 1885, art. 4 et 5.

genre ne serait jamais acceptée dans un hôtel. Contrairement encore aux précautions prises dans les hôtels ou dans les auberges, les compartiments des wagons-lits ne sont pas fermés à clef, de sorte que les voyageurs ne peuvent pas prétendre qu'ils occupent un local dont ils aient la jouissance exclusive.

Enfin, la Jurisprudence, pour exonérer la Compagnie des wagons-lits de la responsabilité édictée par les articles 1952 et suivants, se fonde sur l'impossibilité d'exercer une surveillance attentive, en vue d'éviter le vol, la perte ou la détérioration des effets du voyageur. Elle ne peut d'abord exercer un choix, et doit accepter toutes les personnes qui paient le montant du prix convenu pour le trajet ; elle est soumise, sur ce point, à des règlements très stricts, qui lui interdisent d'éliminer les voyageurs qui satisfont aux conditions convenues. C'est ainsi que la convention conclue avec les Chemins de fer d'Orléans, pour la mise en marche du Sud-Express, contient notamment la clause suivante :

« Les places, dans les trains du Sud-Express, seront attribuées sans tour de faveur aux premiers voyageurs qui les demanderont jusqu'à concurrence de la capacité des voitures. Tout voyageur voulant prendre place dans lesdits trains, aura à payer : 1° à la Compagnie du chemin de fer le prix d'une place de première classe pour le trajet qu'il voudra effectuer ; 2° à la Compagnie des wagons-lits un supplément, dont le taux est fixé

à 50 p. 100 du billet de première classe (1)... Enfin, un hôtelier n'est tenu à d'autre contrôle que celui nécessaire pour l'exécution des règlements de police ; la Société des wagons-lits est obligée, au contraire, de supporter sur ses voitures la présence et la surveillance des agents appartenant au réseau qu'elles traversent. Pour tous ces motifs, les articles 1952 et suivants ne sauraient lui être appliqués.

Mais d'autres difficultés ont été soulevées à l'occasion de ces articles. Concernent-ils aussi les logeurs en garni ? Sans doute, ce ne sont pas de véritables hôteliers, parce qu'ils ne donnent aux voyageurs que le logement sans la nourriture. Mais, d'après l'opinion la plus accréditée, pour déterminer quelles sont les personnes qui rentrent dans la catégorie des hôteliers et des aubergistes, il faut s'attacher au fait du logement et non de la nourriture (2).

D'ailleurs, l'assimilation entre les personnes qui louent en garni et les hôteliers paraît résulter nettement de l'avis du Conseil d'Etat du 10 octobre 1811, et de l'article 2 de la loi du 15 mai 1838, précités, et elle est conforme à l'équité : « L'article 1952 s'applique aux hôtels garnis ; ils sont assimilés aux auberges, parce que ceux qui y occupent des appartements y doivent trouver la même sécurité qu'ils auraient dans un hôtel

(1) G. POUGHEOL. *Thèse*, Caen, 1904, p. 109.

(2) Cf. PLANIOL, note *Dalloz*, 05, 2, 185.

proprement dit ; le dépôt qu'ils y font de leurs effets est aussi un dépôt nécessaire, en ce sens que les voyageurs doivent déposer leurs effets là où ils logent ; la situation est donc identique, c'est plus que de l'analogie (1).

La jurisprudence est fixée, du reste, en ce sens (2).

Les jugements de Reims, de Doullens et de Lyon, précités, étendent d'ailleurs la responsabilité aggravée des hôteliers à ceux qui louent habituellement un appartement garni (3).

Quant aux propriétaires qui louent accidentellement des chambres ou des appartements garnis à des étrangers, MM. Laurent (4) et Guillouard (5) soutiennent que l'article 1952 s'applique à cette catégorie de personnes. En effet, les textes dont il s'agit ont été écrits dans l'intérêt des voyageurs ; or, ceux qui logent dans un appartement garni ont besoin de la même protection que ceux qui descendent à l'hôtel : « Est-ce que, écrit Laurent, les logeurs à temps ne doivent pas offrir aux voyageurs qu'ils reçoivent les mêmes garanties que les

(1) *Laurent*, t. 27, n° 148.

(2) Trib. paix Reims, 30 déc. 1893, *La loi* du 2 janvier 1894 ; Trib. paix Doullens, 5 sept. 1894, *Le droit* du 17 janvier 1895 ; Trib. paix Sceaux, 25 juin 1897, *La loi* du 5 juillet 1897 ; Trib. civ. Lyon, 24 mai 1899, D. 99, 2, 443.

(3) Cf. *Huc*, n° 256 ; *contra* Aubry et Rau, d'après qui les articles 1952 à 1954 ne sont extensibles à aucune autre profession, pas même aux loueurs en garni, par 406, texte et note 1.

(4) Tome 27, n° 149.

(5) *Du dépôt du sequestre*, n° 136.

logeurs de profession ? Le dépôt est nécessaire ; dans l'une ou l'autre hypothèse, la situation des voyageurs est la même ; là où la situation est identique, la décision doit être la même (1). » Mais la jurisprudence ne s'est jamais décidée à interpréter aussi largement les articles 1952 et suivants. « On ne peut pas conclure, remarque la Cour de Nîmes, que les dispositions de la loi puissent être applicables à la généralité des propriétaires d'une ville, qui, pour un temps de foire, ou pour le cas d'une affluence extraordinaire d'étrangers, louent leur propre maison, quand bien même ils loueraient en détail et en garni chacun des engagements qui la composent ; cette location momentanée ne produit pas l'effet de changer leur qualité de simples propriétaires en celle de logeurs et loueurs en garni, telle que le comprend la loi, puisqu'ils ne contractent aucun engagement général, que leur maison ne devient pas publique et qu'ils ne paient aucune patente à cet effet (2).

Cependant, si certaines personnes cherchaient à attirer le public chez elles par l'appât de plaisirs faciles, il ne subsisterait aucun motif de leur épargner la responsabilité de l'article 1952, et, à cet égard, il faudrait les assimiler à des hôteliers (3).

Certaines législations étrangères ont admis, sur le

(1) Tome 27, n° 149.

(2) Nîmes, 18 mai 1825, S. 25, 2, 301.

(3) Cf. Aix, 20 juin 1867, D. 67, 5, 332 ; PLANIOL, *Traité*, t. 2, 3^e édition, n° 2225, note 1.

point qui nous occupe, des précisions qui sont de nature à couper court à toute difficulté d'interprétation.

C'est ainsi que les articles 701 et suivants du Code civil allemand ne considèrent comme aubergistes que les individus qui professionnellement hébergent des voyageurs.

Dans les provinces baltiques de la Russie, les articles 3817 à 3828 du Code civil de ces provinces assimilent aux hôteliers, quant à la responsabilité, les bateliers qui donnent asile sur leurs bateaux aux voyageurs, ainsi que les personnes qui louent leurs écuries pour recevoir des animaux ; mais, sont exclus de cette catégorie, les restaurateurs, les cafetiers, les débitants de liquides qui ne logent pas leurs clients ; quant aux individus qui, sans être aubergistes de profession, logent accidentellement chez eux des voyageurs, leur responsabilité est appréciée par les principes de droit commun du louage (1).

Quelle est maintenant la responsabilité de l'hôtelier, en ce qui concerne les objets auxquels elle s'applique ? L'article 1952 déclare que les aubergistes et les hôteliers sont responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux. Dès lors, on doit se demander ce qu'il faut entendre par l'expression « effets ». Ce sont les objets à l'usage du voyageur, c'est-à-dire les effets d'habillement, puis l'argent, les bijoux, les valeurs, les

(1) Cf. LEHR. *Éléments de droit civil russe*, t. II, n° 1280 et suiv.

voitures, les chevaux et les chiens ; l'hôtelier répond du dommage arrivé à l'une quelconque de ces choses, qui sont susceptibles d'accompagner une personne dans son voyage (1). M. Laurent donne une définition très compréhensive de ce qu'il faut entendre par le mot « effets » : « Il s'agit des objets qu'un voyageur transporte avec lui, soit sur sa personne, soit dans les malles qu'il a avec lui, et même des choses qui ne sont pas de nature à être enfermées dans un coffre : telles sont les marchandises qu'un marchand ou voiturier transporte sur un charriot, et, par suite, les chevaux qui servent à transporter le voyageur ou ses effets..... D'après la tradition, comme d'après le texte, le mot « effets » reçoit son application à tout ce qu'un voyageur est dans le cas de transporter avec lui (2). » La Cour de cassation a d'ailleurs décidé que le linge et les vêtements du voyageur sont compris dans l'expression « effets » (3). Les bagages rentrent encore sous la même dénomination (4). Il n'y a pas de difficulté non plus pour les marchandises qui accompagnent le voyageur au cours de son voyage (5).

Mais une difficulté très sérieuse était, avant la loi du 18 avril 1889, de savoir si le mot « effets » s'appliquait à l'argent comptant, aux billets de banque, aux titres

(1) Cf. HUC, n° 261 ; BAUDRY et WAHL, n° 1190.

(2) Tome XXVII, n° 155.

(3) Cf. D. Rép., n° 174.

(4) GUILLOUARD. *Du dépôt et du sequestre*, n° 142 ; HUC, n° 261.

(5) GUILLOUARD, n° 142 ; BAUDRY et WAHL, n° 1190.

au porteur, ainsi qu'aux autres bagages emportés par les personnes en voyage. Cette question était très débattue ; on penchait, en général, pour le système de la responsabilité limitée, mais sans adopter de criterium bien précis ; les besoins et la condition sociale du voyageur étaient surtout pris en considération : « On consultera, écrit Troplong, la condition des personnes, le temps de séjour, l'achalandage de l'hôtel, et autres circonstances dignes d'être prises en considération (1). » Mais la loi du 18 avril 1889, dont nous aborderons ultérieurement l'étude, ne limite la responsabilité de l'hôtelier que pour certains objets, en exigeant qu'ils soient remis aux mains de l'hôtelier, et la situation de ce dernier n'est nullement modifiée pour les objets d'une autre nature que ceux spécifiés par la loi de 1889.

En ce qui concerne les objets de cette catégorie, pour lesquels aucune innovation n'a été apportée, doit-on y ranger les chevaux ou autres animaux et les voitures du voyageur ? On l'a nié, par le motif qu'une pareille extension forcerait le sens naturel des mots. La loi ne parle que d'effets « apportés » ; or, le voyageur amène ses chevaux et sa voiture, mais il ne les apporte pas (2). Mais la jurisprudence n'a jamais été arrêtée par un argument de cette nature. Le cheval qu'un voyageur met à l'écurie d'un hôtel où il descend (et *a fortiori* la

(1) *Du dépôt*, n° 226 ; cf. Paris, 7 mai 1838, D. Rép. *Verbo* « Dépôt », n° 174, 1°.

(2) BAUDRY et WAHL, n° 1191.

voiture), doivent être considérés comme des effets, au sens de l'article 1952 ; par suite, l'hôtelier doit indemniser le voyageur des suites des blessures reçues par le cheval dans l'écurie de l'hôtel, ou des accidents qui lui surviennent (1). La plupart des accidents qui arrivent dans les écuries sont dus, en effet, à un défaut de vigilance, et les voyageurs subiraient un grave préjudice s'ils ne pouvaient bénéficier des dispositions de l'article 1952.

SECTION V

MONTANT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER

On ne peut plus aujourd'hui, comme en Droit romain, au moyen d'actions *in factum*, prétendre que l'hôtelier est invariablement tenu de la restitution du double de la valeur des effets qui ont été détériorés ou perdus, ou volés. Mais il n'en résultait pas moins de l'article 1952 une responsabilité très lourde qui pesait sur l'hôtelier, et les textes du Code civil de 1804 avaient donné lieu, à cet égard, à de nombreuses critiques. Ces critiques portaient d'abord sur les contradictions qui, en jurisprudence, s'étaient manifestées : certains arrêts tenaient compte de l'équité, pour l'interprétation

(1) Cf. Trib. Paix Valençay, 23 février 1906, D., 06, 5, 68 ; Riom, 31 mars 1906, D., 06, 5, 68.

des articles 1952 et suivants ; d'autres appliquaient ces textes strictement et à la lettre, de sorte que, pour des cas à peu près identiques, des décisions contradictoires étaient rendues.

Un des reproches les plus graves formulés contre l'article 1952, provenait de ce que cette disposition n'était pas en harmonie avec le développement de la fortune mobilière depuis 1804. Ecrit pour une époque où les titres de crédit comptaient peu dans les patrimoines des particuliers, les articles 1952 et suivants lui imposaient une responsabilité singulièrement lourde, à mesure que s'était développée la monnaie fiduciaire de toute nature ; il devenait presque impossible d'apprécier quelle était la fortune qu'un voyageur pouvait avoir enfermée dans sa malle ou dans son portefeuille, et, de ce chef, les risques inhérents à la profession d'hôtelier étaient singulièrement aggravés. D'autre part, les voyages s'étaient considérablement multipliés, et, soit pour un motif de luxe, soit pour leurs affaires, les voyageurs emportaient avec eux des sommes considérables en espèces monnayées, en billets de banque ou en titres au porteur. Or, la loi ne formulant aucune distinction, l'aubergiste était tenu indéfiniment, même de la valeur des objets les plus précieux (1).

Une jurisprudence constante n'hésitait pas à appliquer la responsabilité illimitée, même aux billets de

(1) Cf. Rouen, 18 juillet 1889, Gaz. Pal. 90, 1, 125.

banque et aux titres au porteur (1) ; et il y avait une véritable injustice à imposer aux hôteliers la responsabilité de sommes aussi considérables, même quand le voyageur ne les leur avait pas remises en dépôt à son arrivée dans l'hôtel. Aussi, une proposition de loi vint, dès le 9 avril 1881, se préoccuper de la question. On était encore sous l'impression du risque écrasant dont la plupart des auteurs menaçaient les hôteliers. C'était l'époque où M. Laurent venait d'écrire le passage suivant : « L'article 1952 rend l'aubergiste responsable des effets apportés par le voyageur, sans limitation aucune, et sans condition ; et l'article 1953, qui applique la responsabilité au vol et au dommage, est tout aussi générale.

« La restriction qui n'est pas dans le texte résulterait-elle peut-être des principes qui régissent la matière ? Le voyageur est libre de transporter avec lui tels effets qu'il veut : lui seul peut apprécier ses convenances, son intérêt ; ces considérations sont tout à fait étrangères à l'aubergiste ; à son égard, il n'y a qu'une chose à voir : les effets sont-ils entrés dans l'auberge ? Quelle est leur valeur ? Ont-ils été volés dans la maison ? Si les faits qui engendrent la responsabilité sont établis, celle-ci est encourue et elle est naturellement en proportion du dommage causé, c'est-à-dire de la valeur

(1) Cf. BAUDRY ET WAHL, n° 1225.

des effets ».(1) Cette opinion avait été celle de la Cour de cassation (2).

Ce fut la sévérité et l'étroitesse de cette interprétation qui décida les hôteliers de Paris et de province à présenter aux pouvoirs publics, en 1881, une pétition couverte de plus de 800 signatures. Cette pétition donna lieu à la proposition de MM. Lisbonne et Gatineau, ainsi conçue : Les articles 1952 et 1953 ne sont pas applicables aux valeurs au porteur de toute nature, apportées ou déclarées par les voyageurs, et qu'ils n'auraient pas déposées aux mains de l'hôtelier. La limite de garantie à raison de la perte ou de la disparition, dans l'hôtel ou ses dépendances, desdites valeurs apportées ou déclarées et non déposées est portée à 1.000 francs (3). Cette proposition ne vint pas en discussion, mais, comme elle répondait à des besoins réels, et qu'elle sauvegardait les intérêts des voyageurs, tout en donnant satisfaction aux réclamations des hôteliers, elle ne tarda pas à être reprise, le 14 février 1887, par MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure. Dans sa nouvelle rédaction, elle fixait à 1.000 francs la limite de garantie des valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre les mains de l'hôtelier (4).

(1) T. 27, n° 156.

(2) 11 mai, n° 1846, S. 46, 1, 364, Cass.

(3) *J. off.*, 16 avril 1881, annexe n° 3580.

(4) *J. off.* du 29 avril 1888, annexe, n° 2473.

Le rapport de M. de la Batie, à la Chambre (1), comme celui de M. Bérenger au Sénat (2), se trouvèrent d'accord pour spécifier que la limitation apportée à la responsabilité des hôteliers concernait uniquement les valeurs au porteur, les billets de banque et les espèces monnayées, et nullement les autres effets du voyageur, lesquels continuent d'être régis par le Code civil. Notamment, la Commission sénatoriale refusa d'insérer dans le paragraphe additionnel à l'article 1953, les mots « objets précieux de toute nature », afin que l'innovation ne pût être étendue aux dentelles, fourrures, bijoux usuels et à tous autres objets de prix, dont les voyageurs ne peuvent être tenus de se déposséder momentanément pour en opérer le dépôt réel aux mains de l'hôtelier (3).

La loi, votée par le Sénat, le 13 avril 1889, fut promulguée le 18 du même mois.

Si l'on recherche quelle est la portée de cette loi, on constate qu'elle a créé une réglementation spéciale, seulement pour les espèces monnayées et les valeurs au porteur de toute nature (billets de banque, actions, obligations, lettres de change), que le voyageur apporte avec lui dans l'hôtel (il y a toutefois des difficultés pour les lettres de change et les titres à ordre ou nomina-

(1) *J. Off.* 1889, annexe n° 3614.

(2) *J. Off.* Sénat, annexe n° 115.

(3) *J. Off.* 25 juillet 1889, annexe.

tifs) (1), mais elle laisse en dehors de son application les bijoux et autres objets précieux, à l'égard desquels les articles 1952 et suivants ne cessent pas d'être en vigueur (2).

A défaut de dépôt réel entre ses mains, des espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur (cas auxquels l'hôtelier est indéfiniment responsable), la garantie due par ce dernier ne s'exerce que jusqu'à concurrence de 1.000 francs. Pour les bijoux, dentelles, diamants et autres objets précieux de même nature, les dispositions anciennes continuent d'être appliquées. La jurisprudence est absolument fixée dans ce sens : parmi les décisions les plus récentes, on peut citer un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 17 mars 1906, aux termes duquel un propriétaire d'un hôtel luxueux, situé dans une ville d'eau mondaine (Vichy), doit supposer que les voyageurs venant séjourner chez lui et dont la situation de fortune peut être présumée brillante, d'après l'acceptation des prix élevés de cet hôtel et d'après le choix lui-même de cet hôtel, ont avec eux des bagages d'une valeur importante. Dès lors, il lui appartient de prendre les mesures nécessaires pour éviter le vol ou la perte de ces bagages, et, quand, faute d'avoir pris ces précautions, l'hôtelier a laissé s'accomplir dans l'hôtel, au détriment d'un voyageur,

(1) Cf. Schaffhauser, *Lois nouvelles*, année 1889, p. 263 et suiv.

(2) Cf. Riom, 7 nov. 1894, D. 95, 2, 558 ; Aix, 26 oct. 1899, D. 01, 2, 303 ; Huc, n° 263 ; GUILLOUARD, n° 158.

le vol d'un sac de toilette qui contenait, au dire du voyageur des bijoux et autres objets d'une grande valeur, il ne saurait soutenir que sa responsabilité doit être limitée à la valeur résultant de l'apparence extérieure du sac disparu (1).

A l'occasion de la loi de 1889, une question a été posée : on s'est demandé si le dépôt exigé par la loi de 1889, pour laisser intacte la responsabilité de l'hôtelier n'avait pas un caractère différent de celui que prévoit l'article 1952, et ne se transformait pas en un simple dépôt volontaire, puisqu'il a lieu d'un commun accord entre les parties.

Cette question a été discutée dans les travaux préparatoires, et un doute peut naître à la lecture d'un passage où M. Monis déclarait que « pour ce qui concerne les valeurs au porteur dépassant 1.000 francs, le dépôt ne serait pas considéré comme nécessaire ; et le voyageur ne pourrait les faire garantir qu'au moyen d'un dépôt volontaire (2).

On aperçoit immédiatement l'intérêt de la question : si le dépôt dont il s'agit est un dépôt nécessaire, la preuve pourra en être faite par témoins, même au-dessus de 150 francs ; si, au contraire, il s'agit d'un dépôt volontaire, le droit commun s'applique, et la rédaction d'un écrit s'impose, au-dessus de 150 francs. Or, il ne semble pas résulter des travaux préparatoires que

(1) D. 06, 5, 51.

(2) Cf. SCHAFFHAUSER. *Lois nouvelles*, année 1899. p. 263 et s.

le caractère juridique du dépôt ait été changé ; on ne comprendrait pas, d'ailleurs, qu'une innovation d'une portée aussi considérable ait pu être introduite, sans que l'on s'en soit nettement expliqué ; au-dessus comme au-dessous de 1.000 francs, la difficulté, pour le voyageur, d'exiger un écrit, demeure toujours la même ; il y aurait, d'ailleurs, contradiction à décider que pour les bagages ordinaires il y a dépôt nécessaire, tandis que pour les valeurs au porteur d'un chiffre supérieur à 1.000 francs, le contrat prendrait le caractère de dépôt volontaire. Quel que soit le montant de la valeur des objets, le dépôt reste toujours nécessaire, et la preuve par témoins ou par présomption s'applique (1).

Si le caractère du dépôt n'a pas changé, la procédure n'est pas davantage modifiée, et c'est toujours au voyageur à prouver que l'hôtelier ou les préposés dont il répond, ont commis la faute qui fait l'objet de la plainte (2). La preuve dont il s'agit pourra être fournie par témoins ou par présomption (3). Au surplus, dans son rapport à la Chambre des députés, M. de la Bâtie avait expressément spécifié que la responsabilité de l'article 1952 atteint de plein droit l'hôtelier, dès que la disparition d'un objet appartenant au voyageur est démontrée, sans qu'il soit nécessaire d'établir une faute quelconque contre le maître de l'hôtellerie.

(1) Baudry et Wahl, n° 1226.

(2) Cf. Riom, 7 nov. 1894, D., 95, 2. 558.

(3) Cf. Trib. commerce Seine, 17 mars 1906, D., 06, 5, 51.

Dans son ensemble, la loi du 18 avril 1889 semble être une innovation des plus heureuses, quoique insuffisante, et les auteurs ne lui ménagent pas leur approbation : « Le voyageur, écrit M. Guillouard, est protégé par cette législation, aussi bien qu'il l'était par l'ancienne, d'une manière illimitée, à la seule condition de se conformer aux prudentes conditions de la loi, pour le dépôt réel des valeurs ou espèces qu'il porte avec lui ; et, quant à l'hôtelier, il est beaucoup moins exposé qu'il n'était auparavant à encourir des responsabilités onéreuses (1). »

Les législations étrangères se rencontrent en grand nombre avec la nôtre, sur ce point. Le code civil allemand déclare que la responsabilité de l'hôtelier, pour les fonds, valeurs et objets précieux apportés chez lui, est limitée à 1.000 marks (ou 1.230 fr.), à moins qu'il n'ait accepté formellement la garde de ces objets, connaissant parfaitement qu'ils représentaient une grande valeur, ou que le dommage ne soit imputable à lui ou à ses agents. Le code civil allemand se rapproche donc de la loi française de 1889, en ce sens qu'il fixe un maximum de garantie ; mais la loi allemande est plus libérale que la nôtre, car ce maximum concerne non seulement l'argent et les valeurs au porteur, mais tous les objets précieux, quelle que soit leur nature.

En Angleterre, l'étendue de la responsabilité de l'hô-

(1) *Du dépôt et du séquestre*, n° 158 ; *Baudry et Wahl*, n° 1225.

telier varie suivant les objets ; s'il s'agit de chevaux et autres animaux, harnais et voitures, la responsabilité de l'aubergiste est indéfinie ; pour tous les autres effets apportés par le voyageur, la responsabilité de l'hôtelier est limitée à 30 livres sterling, c'est-à-dire environ à 750 francs ; mais seulement si trois conditions sont réunies : il faut d'abord que les effets endommagés, perdus ou volés ne l'aient pas été par l'effet d'un acte volontaire de l'hôtelier ou des personnes dont il répond ; ensuite, que lesdits effets n'aient pas été remis à la garde de l'hôtelier ; enfin, que les prescriptions légales soient affichées dans l'hôtel, d'une façon permanente (1) :

En Belgique, une réforme analogue à celle de la loi française de 1889 a été accomplie en 1897 ; non seulement dans l'hypothèse prévue, la responsabilité des hôteliers a été réduite à 1.000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs au porteur, mais la même limitation a été introduite, relativement au dépôt d'objets précieux qui ne servent pas à l'usage personnel du voyageur, quand celui-ci ne les a pas réellement déposés entre les mains de l'hôtelier.

Le législateur du Bas-Canada, favorable, en général aux hôteliers, décide qu'ils ne répondent pas des sommes d'argent importantes, valeurs au porteur ou objets précieux contenus dans les bagages du voyageur, si

(1) *Journal de Clunet*, p. 433 et 444.

celui-ci n'a pas eu les précautions de les déposer aux mains de l'hôtelier (1).

Aux Etats-Unis, il existe pour l'hôtelier un moyen légal très simple de se dérober à une responsabilité illimitée : il lui suffit de faire placer dans le bureau de l'hôtel un coffre-fort destiné à recevoir l'argent, les bijoux, les objets de valeur des voyageurs, et de porter ce fait à la connaissance de ses clients par des affiches placardées dans les salons et lieux de réunions publiques de l'hôtel. L'aubergiste n'est pas non plus responsable, pour la perte d'un objet quelconque, tel que canne, valise, etc., si ces objets ne se trouvaient pas dans la chambre assignée au voyageur, à moins qu'ils n'eussent été confiés à l'hôtelier ou à ses préposés (2).

SECTION VI

DE LA PREUVE DU DÉPÔT D'HOTELLERIE

Déjà, dans l'ancien droit, la preuve du dépôt dans une hôtellerie pouvait être rapportée par témoins : telle était la jurisprudence des Parlements. D'ailleurs, ce mode de preuve était formellement autorisé par l'article 4 du titre XX de l'ordonnance de 1667 : « N'entendons pareillement exclure la preuve par témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse, qui pourra être ordonnée par le

(1) Cf. C. civ. du Bas-Canada, art. 1777 et 1816.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 814.

juge, suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

L'article 1952, en disposant que le dépôt d'hôtellerie doit être un dépôt nécessaire, rend la preuve testimoniale admissible aujourd'hui comme autrefois. Ce sera, en vertu de l'article 1315, au voyageur qu'il appartiendra de prouver le fait du dépôt.

Les motifs de la responsabilité exceptionnelle de l'hôtelier et de la preuve singulièrement facile de cette responsabilité ne sont plus, comme dans l'ancien temps, la défiance traditionnelle où l'on tenait les aubergistes. Il s'agit d'une règle justifiée par les nécessités sociales. Comme il serait trop difficile au voyageur de se procurer une preuve écrite de l'apport de ses effets dans l'auberge, le législateur lui a accordé des moyens très larges pour faire valoir ses droits. Cependant il ne fallait pas aller jusqu'à sacrifier les intérêts légitimes des hôteliers.

La preuve testimoniale présente des dangers, qui expliquent la restriction, de plus en plus accentuée, de son domaine, depuis les législations primitives jusqu'à nos jours. Trop facilement ouverte à tous, elle favorise les procès ; d'autre part, elle peut être invoquée par des individus que l'intérêt ou la passion portent à altérer la vérité. Aussi, les juges possèdent, en vertu de l'article 1348 un pouvoir discrétionnaire relativement à l'admission ou au rejet de la preuve testimoniale : la qualité des personnes et les circonstances du fait for-

meront les éléments de son appréciation. « Autrement, dit Pothier, si cette preuve testimoniale était indistinctement accordée à toute sorte de personnes, les aubergistes seraient à la discrétion des filous ; un filou viendrait loger dans une auberge, demanderait à faire la preuve d'un prétendu dépôt qu'il prétendrait avoir fait à l'aubergiste, et pour faire cette preuve, il ferait entendre comme témoins deux filous de ses camarades (1). » Donc, pour admettre ou non la preuve testimoniale, le juge aura d'abord égard à la qualité des personnes, à leur situation sociale (2).

Les tribunaux tiendront compte également des circonstances du fait ; les faits peuvent varier à l'infini, pour admettre ou rejeter la preuve testimoniale. Mais il est impossible de tracer à cet égard une règle générale.

Pour réussir dans sa demande, le voyageur qui se prétend lésé devra prouver le fait du dépôt et de la soustraction, de quelque manière que celle-ci ait été opérée, et aussi que le dommage dont il se plaint a été causé dans l'hôtel ou dans ses dépendances (3). Mais, comme nous l'exposerons ultérieurement, la faute ou la négligence du voyageur serait de nature à atténuer la responsabilité de l'hôtelier.

(1) POTHIER. *Du dépôt*, n° 80.

(2) Cf. Riom, 7 nov. 1894, D. 95, 2, 558 ; Trib. com. Seine, 17 mars 1906, D. 1906, 5, 51.

(3) Cf. Paris, 30 avril. D. 50, 2, 170 ; Trib. civ. Bordeaux, 12 déc. 1894, Rec. Bordeaux, 95, 2, 20 ; Trib. paix Reims, 30 déc. 1893, *La Loi* du 2 janvier 1894 ; Hug, t. XI, n° 266.

SECTION VII

DES MODIFICATIONS CONVENTIONNELLES OU LÉGALES AUX RÈGLES
NORMALES RELATIVES A LA RESPONSABILITÉ DE L'HOTELIER

Malgré les atténuations résultant de la loi du 18 juillet 1889, la responsabilité de l'hôtelier est encore fort lourde. Nous savons qu'il répond non seulement de son fait personnel, mais encore du fait de ses préposés (1) ; il est même responsable du fait ou de la faute des étrangers allant et venant dans l'hôtel. Toutefois, d'après l'article 1954, les aubergistes ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. C'était déjà la solution de l'ancien droit.

Il convient de remarquer que, en théorie, le simple cas fortuit ne déchargerait pas l'aubergiste (2). Il est donc nécessaire de rappeler brièvement la différence qui sépare le cas fortuit de la force majeure. Les auteurs admettent volontiers que l'expression « cas fortuit » désigne l'origine externe de l'obstacle qui a empêché l'exécution de l'obligation ; si cet événement est dû à une cause extérieure, il est étranger au débiteur, comme le dit l'article 1148, et il mérite par là le nom de « cas fortuit » ; par contre, on se servirait de l'expression « force majeure » pour indiquer la nature insurmontable de cet obstacle : quand un cas fortuit se

(1) Art. 1953; cf. Aix, 17 mai 1900, D. 01, 2, 55.

(2) GUILLOUARD, n° 146; BAUDRY et WAHL, n° 1209.

produit, si le débiteur ne peut pas en triompher, on dit qu'il y a force majeure (1).

Mais cette distinction perd de son importance, quand on se reporte à la jurisprudence ; il est certain, en effet, que celle-ci n'accepte pas la distinction savante formulée par la doctrine, et, d'une manière générale, tout événement que l'hôtelier ne pouvait prévoir et auquel n'aurait pu résister celui-ci, même si l'événement avait été prévu, est considéré comme suffisant pour supprimer sa responsabilité (2).

Dans la pratique, c'est surtout à l'occasion des vols commis dans l'hôtel que la question s'est posée de savoir s'il y avait ou non cas fortuit ou force majeure. Dans une certaine doctrine, on estime « qu'il ne faut pas exiger l'impossible des hôteliers ; s'il était établi qu'ils n'ont pas été moins précautionnés que le père de famille le plus diligent, serait-il juste de les rendre responsables de faits d'adresse ou d'audace que ne peut déjouer la vigilance même la plus attentive (3) ? »

Cependant la grande majorité des auteurs n'hésite pas à déclarer que le vol commis avec escalade ou effraction ne constitue pas un cas de force majeure, et laisse subsister intacte la responsabilité de l'hôtelier. La surveillance de celui-ci demeure, en effet, possible, et le délit aurait pu être empêché, si toutes les précautions

(1) M. PLANIOL, *Traité*, 3^{me} éd., n° 231 ; et M. AMB. COLIN, note sous Paris, 13 nov. 1903, D. 04, 1, 73.

(2) Cf. Paris, 17 janv. 1850, S. 50, 2, 267 ; Caen, 2 août 1872, S. 74, 2, 146.

(3) PONT. *Des petits contrats*, n° 540 du t. 1.

avaient été bien prises (1). De même, la responsabilité de l'hôtelier s'appliquerait, même en présence de vols commis avec l'aide de fausses clefs ; la raison donnée, c'est que les portes de l'hôtel ou des chambres de voyageurs auraient dû être munies de solides serrures de sûreté (2) ; il s'agissait, dans cette affaire, d'un vol commis la nuit au préjudice d'un voyageur de passage dans un hôtel, par un individu qui occupait la chambre voisine, et qui avait fracturé une porte séparant les deux pièces pour commettre son délit.

Dans un autre ordre d'idées, doit-on considérer l'incendie comme constituant un cas de force majeure, au sens de l'article 1954 ? Il faut décider que l'incendie n'est pas, par lui-même, un cas de force majeure exonérant l'hôtelier de toute responsabilité, alors même que ce dernier alléguerait et prouverait qu'il n'a commis aucune imprudence de nature à occasionner le sinistre ; l'hôtelier ne sera libéré qu'en démontrant la force majeure dont l'incendie aura été le résultat (3).

Ainsi, comme le vol, l'incendie, d'une manière générale, ne saurait être assimilé à un cas de force majeure supprimant la responsabilité de l'hôtelier.

Mais celle-ci devrait-elle encore être maintenue, en cas de faute, d'imprudence ou de négligence du voya-

(1) Cf. AUBRY et RAU, t. 4, par. 406, note 9.

(2) Cf. GUILLOUARD, n° 157 ; Trib. civ. Seine, 16 février 1905, D. 05, 5, 43.

(3) Cf. Paris, 17 janvier 1850, S. 2, 267, D. 51, 2, 122 ; GUILLOUARD, n° 416 ; BAUDRY et WAHL, n° 1212.

geur, ayant facilité la perpétration du délit ? Il n'est pas douteux, en doctrine, comme en Jurisprudence, que ces circonstances seraient de nature à être prises en considération, pour atténuer la responsabilité de l'hôtelier. C'est alors à celui qui a commis la faute ou l'imprudence, à en subir toutes les conséquences. Ce serait seulement dans le cas où le vol aurait été commis par un préposé de l'hôtel, que l'aubergiste demeurerait responsable. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Amiens du 4 décembre 1846 décide que, malgré son imprudence certaine, un voyageur est fondé à réclamer à un hôtelier la valeur des diamants volés par un domestique de l'établissement dans les vêtements du voyageur (bien que la prudence la plus élémentaire commandât au propriétaire de ces bijoux de les mettre en sûreté (1).

En 1846, l'avocat-général Delangle remarquait que, vainement « l'aubergiste accuserait le voyageur d'imprudence, car, dans ses relations avec les gens de l'hôtel, aussi probes que l'hôtelier, lui-même, le voyageur n'a aucune précaution à prendre ».

Plus récemment, le Tribunal Civil de la Seine a déclaré, le 16 février 1905, qu'il appartient à l'hôtelier de faire le nécessaire, en procédant à des vérifications fréquentes, pour assurer le repos et la tranquillité des voyageurs (2).

(1) Amiens, 4 déc. 1846, S. 47, 2, 237; Cass. 11 mai 1846, S. 46, 1, 364; Saigon, 14 mai 1893, sous Cass. 5 février 1894, S. 95, 1, 417.

(2) D. 05, 5, 43.

Sous cette réserve, et exception faite du cas où le délit a été commis par un domestique de l'hôtel, l'imprudence du voyageur serait prise en considération pour atténuer la responsabilité de l'hôtelier. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un hôtelier était exonéré de toute obligation d'indemnité, au sujet de la perte d'une bague subie par un voyageur qui était rentré dans sa chambre en état d'ivresse, et qui n'avait pas fermé à clef la porte de sa chambre (1). De même, la Cour d'Aix a estimé qu'il y avait lieu de diminuer la responsabilité de l'hôtelier à raison du fait d'un voyageur, qui, en quittant la chambre où il avait déposé des bijoux dans une armoire, n'avait pas pris la précaution, cependant élémentaire, d'emporter la clef de sa chambre, et de la suspendre au tableau à ce destiné (2). Le Tribunal Civil de la Seine, cinquième chambre, a décidé, le 20 février 1906, que, si aux termes des articles 1952 et 1953, l'hôtelier est responsable du vol des effets apportés par le voyageur dans son hôtel, il est admis en doctrine et en jurisprudence que sa responsabilité disparaît, si le vol a été facilité ou occasionné par la faute ou la négligence de celui-ci (3). De même que l'imprudence du voyageur, le fait que le vol a été commis par un domestique de ce dernier, et non plus

(1) Trib. Paix Bordeaux, 30 janvier 1906, D. 06, 5, 19.

(2) Aix, 26 octobre 1899, D. 01, 2, 303 ; cf. le jugement concernant un vol commis au préjudice de la duchesse d'Albe, le 2 février 1904.

(3) Décision rapportée par M. RUL, *thèse*, p. 67.

de l'hôtel, serait encore une circonstance suffisante pour écarter la responsabilité de l'hôtelier. « Vainement s'attacherait-on, écrit Troplong, à la lettre de l'article 1953 pour soutenir que le domestique du voyageur étant du nombre des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, l'aubergiste est garant de son fait. Cette responsabilité est effacée par celle du maître de ce domestique, qui ne doit s'en prendre qu'à lui-même de son mauvais choix, et qui est bien plus reprochable, à cet égard, que l'hôtelier (1). Mais il ne suffirait pas à l'aubergiste, pour s'exonérer, de prouver la présence d'un domestique du voyageur dans la chambre de celui-ci (2).

Malgré toutes ces atténuations, la responsabilité de l'hôtelier reste fort lourde ; aussi comprend-on facilement que, très fréquemment, l'aubergiste songe à limiter sa responsabilité par des avis apposés dans son établissement, et dont la teneur varie suivant les régions, mais qui sont généralement conçus dans les termes suivants : « Les voyageurs sont prévenus qu'on ne répond pas de l'argent, des bijoux et de tous autres objets précieux, s'ils n'ont été, au préalable, déposés au bureau de l'hôtel » ; ou encore : « Ici, on ne répond pas des objets perdus ou volés, ou des accidents. » Quelle est la valeur juridique de ces formules et de

(1) *Du dépôt*, n° 287.

(2) Bruxelles, 31 janvier 1896, *Pas.*, 96, 2, 152.

tous autres avis de ce genre ? Est-il permis à l'hôtelier de s'affranchir, par ce moyen, de la responsabilité édictée par les articles 1952 et suivants ?

L'usage de ces clauses s'est développé avec l'accroissement continu des relations d'affaires. Mais, en même temps, le public n'a cessé de protester, réclamant la nullité de pareils avis.

On sait qu'en matière de transport, les clauses de non responsabilité ont eu longtemps pour effet, sur l'initiative de Troplong, non pas d'absoudre le débiteur de toute responsabilité, mais de mettre la preuve de la faute à la charge de son créancier ; d'où le nom de théorie du renversement de la preuve (1). Mais la loi du 16 mars 1905 a destitué de toute efficacité les clauses de ce genre usitées dans les contrats de transport par chemin de fer ; et, d'ailleurs, d'une manière générale, la jurisprudence a toujours prononcé la nullité de ces clauses, en tant qu'elles avaient pour but d'exonérer le débiteur de la responsabilité, soit de son propre fait, soit des fautes de ses préposés (2).

Spécialement en ce qui concerne les hôteliers, la jurisprudence s'est montrée très sévère dans son appréciation, et elle décide que les avis et placards dont il s'agit ne lient en aucune façon le voyageur (3). Le Tri-

(1) TROPLONG. *Traité de louage*, t. II, n° 242.

(2) Cf notamment Cass. 31 déc. 1900, S. 01, 1, 401, D. 03, 1, 17, *Pand.*, 01, 1, 169, Rapport de M. le Conseiller Durand.

(3) Cf. Rouen, 18 juillet 1889, *Gaz. Pal.*, 90, 1, 135 ; Trib. Toulouse 2 juin 1894, *Gaz. Trib.*, 24 août 1894.

bunal civil de la Seine a jugé, le 16 février 1905, que les hôteliers ne sauraient prétendre, pour s'exonérer, qu'ils ont fait afficher dans les chambres des avis prescrivant aux voyageurs de prendre eux-mêmes les mesures nécessaires pour sauvegarder les objets qui leur appartiennent (1). Ainsi que le remarque la Cour de Rouen, dans l'arrêt précité, « l'expression des désirs d'un maître d'hôtel ne peut équivaloir à un contrat ». Les imprimés dont il s'agit ne constituent que des déclarations unilatérales de volonté, qui ne peuvent pas lier le voyageur. Il est inadmissible que celui-ci ait pu consentir à se soumettre à l'exécution d'une clause qu'il n'a peut-être pas lue, ou dont il n'a pris connaissance qu'après le dépôt de ses bagages dans l'hôtel. L'accepter équivaldrait de sa part à la renonciation à un droit ; or, les renonciations ne se présument pas, et le voyageur demeure libre de ne tenir aucun compte de déclarations auxquelles il n'a pas adhéré : « Pour qu'il y ait une convention, il faut un concours de volontés ; or, l'affiche d'un avis n'est que l'expression de la volonté de l'aubergiste ; il faut que le voyageur accepte les conditions que l'aubergiste a le droit d'offrir, mais non d'imposer. Mais combien y a-t-il de voyageurs qui lisent ces avis ? Et il ne suffit pas qu'ils les lisent ; ils doivent y consentir ; l'aubergiste devrait donc faire une convention avec chaque voyageur, lorsqu'il entre à l'hôtel. Cela

(1) D. 05, 5, 43.

n'est pas l'usage ; partant, l'affiche est inutile (1). » D'autre part, le voyageur n'a pas toujours le choix entre les hôtels, et il peut arriver qu'il n'existe qu'un hôtel dans la localité ; on ne saurait admettre qu'il doit accepter des conditions aussi dures.

Mais, ce que l'hôtelier n'a pas le pouvoir d'imposer par sa seule volonté, a-t-il du moins la faculté de l'insérer dans une convention formelle passée entre lui et son client, se dégageant ainsi de la responsabilité qu'il assume aux termes des articles 1952 et suivants ? Ici, la réponse à donner est toute différente ; les conventions étant libres, l'accord réciproque du voyageur et de l'aubergiste, sur ce point, affranchira ce dernier de la responsabilité qui lui incombait légalement. Une semblable clause constituerait une limitation valable à l'obligation de l'hôtelier, et le voyageur n'aurait qu'à s'en prendre à lui-même, si, par la suite, il en subissait quelque dommage.

Les législations étrangères contiennent, sur tous ces points, des dispositions à peu près analogues aux nôtres.

Aux termes des articles 701 et suivants, le Code civil allemand de 1896 dispose qu'en principe les hôteliers sont responsables du dommage éprouvé par le voyageur en raison de la perte, du vol ou de la détérioration des effets qui appartiennent à ce dernier. Cette res-

(1) LAURENT, t. 27, n° 145 ; AUBRY et RAU, t. 4, par. 406, note 12 ; HUC, n° 265 ; GUILLOUARD, n° 151.

ponsabilité ne cesse que dans trois cas : 1^o si le dommage a été occasionné par le voyageur ou par une personne de sa suite ; 2^o si le dommage résulte de la nature même de la chose ; 3^o si le dommage est dû à un cas fortuit ou de force majeure. En cas de perte ou d'avarie de ces bagages, c'est au voyageur, si, lors de son entrée à l'hôtel, il n'a pas indiqué à l'hôtelier le contenu de ses caisses ou malles fermées, à justifier de la consistance et à faire la preuve des objets disparus par tous les moyens de droit. Mais, d'après l'article 703, le droit à l'indemnité, qui appartient au voyageur, s'éteint si, après avoir eu connaissance de la perte ou de la détérioration, il n'a pas immédiatement avisé l'hôtelier. Ce droit ne s'éteint pas lorsque les choses avaient été données en garde à l'hôtelier. De même que la nôtre, la jurisprudence allemande s'est toujours refusée à considérer comme une notification suffisante, l'avis placardé dans les chambres d'hôtel et par lequel l'hôtelier déclinerait toute responsabilité.

La législation anglaise rend également les aubergistes responsables de la perte, du vol ou de l'avarie des effets apportés chez eux par le voyageur ; mais cette responsabilité prend fin, notamment dans les cas suivants : lorsque le vol a été commis sur le voyageur lui-même, par exemple, par un habile pickpocket ; s'il est le fait d'une personne de la suite du voyageur ; lorsque le vol

(1) Traduction du C. civ. allemand par M. de MEULENAERE, art. 701, note 2.

a été commis dans une pièce autre que celle où le voyageur loge, et où il aurait eu l'imprudence de laisser ses effets ; enfin, lorsque le vol ou la perte sont le résultat d'une négligence impardonnable de la part du voyageur (par exemple, celui-ci, après avoir serré ses bijoux dans une armoire, sort sans emporter la clef).

En Espagne, les hôteliers répondent des effets du voyageur, moyennant deux conditions préalables : il faut que l'aubergiste ait été averti par le voyageur de l'introduction des effets de ce dernier dans l'hôtel ; et le voyageur doit observer les prescriptions de l'hôtel relativement à la garde des bagages (1). L'hôtelier répond, comme chez nous, de la perte partielle ou totale, du vol, du dommage causé aux effets du voyageur, soit par un étranger, soit par un préposé de l'hôtel (2).

En Portugal, le contrat d'albergaria oblige l'hôtelier à répondre de la perte, du vol ou de l'avarie des effets du voyageur, à moins que ce dernier n'ait commis une imprudence (3).

Les articles 1866 et suivants du Code civil italien disposent que les hôteliers sont tenus, en tant que dépositaires nécessaires, de la restitution des objets apportés par le voyageur dans l'hôtel, sauf en cas de force majeure, de vol à main armée ou de négligence grave de la part du voyageur.

(1) Art. 1788.

(2) LEHR. *Eléments de droit civil espagnol*, n° 621.

(3) Art. 1419 et 1423.

Le Code fédéral suisse des Obligations établit encore des règles analogues dans les articles 486 et 487 ; il résulte de ces textes, que les aubergistes sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable soit au voyageur lui-même, soit à l'une des personnes qui l'accompagnent ou qui sont à son service ; ou encore qu'il résulte d'un événement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée ; notamment, le voyageur est considéré comme commettant une faute s'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de valeur ; mais, même dans ce cas, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens à son service. D'autre part, l'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité qui lui incombe, en déclarant, par des avis affichés dans son établissement, qu'il entend la décliner ou la subordonner à des conditions spéciales.

En Russie, c'est seulement au cas de faute, de négligence coupable ou d'absence de surveillance, que la responsabilité de l'hôtelier est engagée. Le voyageur qui descend dans un hôtel a le choix, pour sauvegarder les bagages qui l'accompagnent, entre deux partis : soit laisser simplement les objets en dépôt sous pli ou paquet cacheté pour les valeurs ou bijoux, malles fermées pour les objets mobiliers, et alors l'aubergiste est tenu simplement de restituer intacts les paquets, plis ou

malles fermés ; soit estimer contradictoirement la valeur des bagages, de telle sorte que, en cas d'accident, l'aubergiste est tenu d'en payer l'intégralité. D'ailleurs, la législation russe, très favorable pour l'hôtelier, prescrit la preuve testimoniale pour l'existence du dépôt (1).

Aux Etats-Unis, la Loi fédérale du 13 avril 1883 permet à l'hôtelier de se dégager de toute responsabilité, en avisant les voyageurs qu'un coffre-fort est destiné à recevoir les bijoux et autres objets précieux. Si les voyageurs ne profitent pas de cette facilité, la responsabilité de l'hôtelier est dégagée, et il en est de même pour la perte des objets quelconques, tels que cannes, valises, boîtes, etc., si ces effets ne se trouvaient pas dans la chambre assignée au voyageur, à moins qu'ils n'eussent été confiés à l'hôtelier (2).

SECTION VIII

QUESTIONS DE COMPÉTENCE ET DE PROCÉDURE

La loi du 25 mai 1838, article 2, avait attribué aux juges de paix, à concurrence de 100 francs, en dernier ressort, et de 1.500 francs en premier ressort, la connaissance des litiges entre hôteliers et voyageurs. Dès cette époque, on avait compris que les procès concernant le contrat d'hôtellerie doivent recevoir une solution

(1) LEHR. *Eléments de droit civil russe*, t. II, n^{os} 1267 et 1673.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 814.

rapide et peu coûteuse. Dalloz remarque que « la multiplicité croissante des voyages faisait une loi d'offrir aux voyageurs et à ceux chez lesquels ils font de la dépense, un moyen rapide et peu onéreux de vider les nombreuses contestations que peuvent susciter les relations passagères qui s'établissent entre eux (1) ».

La loi du 12 juillet 1905, extensive de la compétence des juges de paix, a permis à ces magistrats, de connaître en dernier ressort, à concurrence de 300 francs, les contestations relatives aux pertes ou avaries d'effets dans l'auberge ou dans l'hôtel. Au-dessus de ce chiffre, et jusqu'à 1.500 francs, le juge de paix n'est compétent qu'en premier ressort. Les cautions, comme le débiteur principal, sont appelées à bénéficier de ces dispositions législatives.

Le juge de paix n'est compétent que si la contestation surgit entre un hôtelier et un voyageur ou un locataire en garni. Les pertes ou avaries d'effets s'appliquent, d'ailleurs, aussi bien aux vêtements, linge, bagage, marchandises appartenant au voyageur, qu'aux sommes d'argent qu'il avait en sa possession.

La seule question qui ait soulevé des difficultés est celle de savoir si le voyageur, intentant une action en responsabilité contre l'hôtelier, ne pourrait pas porter l'affaire à son choix, soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction commerciale. Le contrat d'hô-

(1) Rép., *verbo*, Compétence civile des tribunaux de paix, n° 198.

tellerie est, en effet, un contrat mixte ; il est commercial pour l'hôtelier ; mais, vis-à-vis du voyageur, il est civil.

Une première opinion soutient que le voyageur ne possède aucun droit d'option : ce sont toujours les Justices de paix qui seront compétentes, pour les demandes inférieures à 1.500 francs, et les tribunaux civils qui connaîtront des litiges supérieurs à ce chiffre. On se fonde d'abord sur un argument de texte, qu'on étayait sur l'article 2 de la loi de 1888, mais qui pourrait encore être reproduit sous l'empire de la loi de 1905, qui n'a apporté à la disposition ancienne qu'une modification relative au taux. L'article 2 de la loi de 1888, révisé en 1905, porte que la connaissance des litiges relatifs aux pertes ou avaries d'effets, appartient soit au juge de paix, soit au tribunal civil. Ce texte, étant général et précis, ne consacre nullement au profit du voyageur un droit d'option entre deux juridictions : la juridiction civile et la juridiction commerciale ; il affirme nettement que la seule juridiction compétente est celle du juge de paix ou du tribunal civil, suivant le taux de la demande (1).

Enfin, on invoque un argument de logique juridique : « Le législateur, écrit M. Curasson, attribue à des relations passagères une justice prompte et locale, un juge unique rapproché des partis, devant lequel on peut se présenter facilement et sans formalité. Il n'a pas eu la

(1) Paris, 13 février 1844, S. 45, 2, 331 ; Cass., 4 novembre 1863, S. 64, 1, 138.

pensée d'établir concurrence entre des tribunaux différents, ni de limiter, dans aucun cas, la compétence des juges de paix ; s'agissant de tribunaux d'exception, ce qui est donné à l'un est enlevé implicitement à l'autre (1).»

Mais, cette opinion ne nous paraît pas devoir être suivie. On ne s'expliquerait pas pourquoi il existerait ici une dérogation à la règle générale d'après laquelle un non-commerçant, en conflit avec un commerçant, a le droit d'actionner ce dernier soit devant la juridiction civile, soit devant le tribunal de commerce.

Les lois de 1888 et de 1905 n'ont pas eu pour but de modifier les principes de la compétence, mais seulement d'en étendre le taux. Elles ne signifient pas que la juridiction civile sera seule compétente, mais que, si le voyageur porte son action devant la juridiction civile, il sera contraint d'aller en justice de paix, au-dessous de 1.500 francs. Il n'en résulte pas que la compétence du tribunal de commerce doive être proscrite, si le demandeur a préféré cette voie, attendu qu'elle offre, au même de gré que la magistrature cantonale, les avantages d'une justice rapide et économique (2).

Il est sans difficulté que, quant à la compétence territoriale, le tribunal compétent sera celui du domicile de l'hôtelier, c'est-à-dire du lieu où l'hôtel est situé.

(1) CURASSNO. *De la compétence civile des juges de paix*, t. 1, n° 242 ; CARRÉ, *Compétence des juges de paix*, n° 176 ; GLASSON, *Revue critique*, année 1881, p. 246.

(2) Cf. LYON-CAEN et RENAULT. *Traité de droit commercial*, 3^e éd., t. 1, n° 372 ; et Cass. 8 décembre 1901, S. 1904, 1, 67, D. 03, 1, 113.

Enfin, rappelons que la juridiction criminelle pourrait être compétente ; ce serait dans l'hypothèse où le vol dont se plaindrait le voyageur aurait été commis dans l'hôtel, par l'hôtelier ou l'un de ses préposés.

L'infraction devient alors un crime, et la peine encourue est celle de la reclusion (1). Pour que ce texte s'applique, trois conditions sont nécessaires, il faut : 1° qu'il y ait eu détournement ou soustraction d'effets, sans distinguer entre ceux qui ont été simplement apportés dans l'auberge et ceux qui ont été expressément remis entre les mains de l'aubergiste ; 2° que ce soit l'aubergiste ou son préposé qui ait commis la soustraction, et 3° que les effets aient été apportés par le voyageur, lorsqu'il est arrivé dans l'hôtel.

SECTION IX

CONCLUSION ET RÉFORMES PROJÉTÉES

Les législations étrangères, comme la législation française, montrent que la responsabilité de l'hôtelier est partout appréciée avec sévérité ; cependant, partout aussi, on a reconnu indispensable d'apporter à cette rigueur certains tempéraments, pour ne pas mettre obstacle à l'exercice même de la profession. La diffi-

(1) Art. 286, 4° du Code pénal.

culté est de concilier deux intérêts opposés et également respectables : celui des voyageurs, c'est-à-dire de la collectivité, qui demande assurément à être protégé d'une manière efficace ; d'autre part, l'intérêt des hôteliers, qui, sous un régime de liberté, ne saurait être froissé par des règlements intolérants.

Il y a même un intérêt économique engagé dans le débat : l'une des principales causes de la richesse de notre pays provient de l'afflux des étrangers qui viennent visiter la France et y séjourner plus ou moins longtemps. Or, on doit leur procurer la même sécurité que celle qui les entoure chez eux. La question est donc singulièrement importante ; il ne s'agit pas seulement de résoudre un problème qui concerne une corporation, déjà fort intéressante par elle-même ; il faut trouver une solution qui ne soit pas contraire aux besoins économiques.

C'est pour tous ces motifs que l'institution de la responsabilité de l'hôtelier doit être maintenue dans de justes limites ; elle a assurément sa raison d'être, et il serait puéril de s'insurger contre elle, mais il importe qu'elle ne dégénère pas en abus. Il ne serait pas tolérable que les voyageurs se servent, dans un but exclusivement malicieux, des prérogatives dont les articles 1953 et suivants leur garantissent l'exercice. Il faut que la protection opportune et légitime accordée aux voyageurs n'ait pas pour résultat d'abriter l'injustice, et de rendre impossible l'exercice d'une profession indispen-

sable à la vie sociale. Le législateur ne doit pas faciliter, par l'établissement d'une responsabilité sévère et indéfinie, les actes des voyageurs qui, méchamment, chercheraient de mauvaises querelles aux hôteliers.

Il y a sans doute des professions qui comportent un risque, et l'on ne saurait nier que le métier d'aubergiste rentre dans cette catégorie ; mais l'on ne doit pas aggraver outre mesure ce risque professionnel. Il faut le restreindre dans les limites compatibles avec l'évolution des idées et des mœurs.

Jadis, une tradition séculaire semblait avoir banni les hôteliers du cercle des honnêtes gens ; une mauvaise réputation planait sur eux ; on généralisait peut-être hâtivement la défiance inspirée par des actes illicites reprochés à certains d'entre eux. Mais, depuis cette époque lointaine, les conditions dans lesquelles sont exploitées les hôtelleries ont singulièrement changé : sous le contrôle incessant des voyageurs qui pénètrent chaque jour dans l'hôtel, par suite du contact permanent de personnes qui sont à même de se surveiller réciproquement les unes les autres, les actes illicites deviennent de plus en plus rares. Aussi serait-il inhumain de conserver des règles archaïques, que la plupart des législateurs s'accordent à proscrire. La loi du 18 juillet 1889 a été une première étape dans la voie des adoucissements, mais d'autres tempéraments s'imposent.

Cette loi a laissé subsister intacte la responsabilité

de l'hôtelier, pour tous les objets, même les plus précieux, appartenant au voyageur, qui ne sont ni des espèces monnayées, ni des titres au porteur. Et la Jurisprudence, se tenant à l'interprétation restrictive du texte nouveau, justifiée, d'ailleurs, par les travaux préparatoires, dont le sens ne saurait laisser place au doute, a décidé que les bijoux, parures, diamants, dentelles, étaient exclus de la responsabilité limitée de l'aubergiste (1). Or, il y a là une réforme insuffisante. Il serait préférable d'imiter les pays étrangers, qui ont restreint la responsabilité de l'hôtelier à un cercle plus étroit.

Le législateur du Bas-Canada a été bien mieux inspiré en décrétant que les aubergistes ne sont pas responsables de la perte ou du vol des pierres précieuses et autres objets de grande valeur, si le voyageur ne leur en a fait au préalable la déclaration (C. civ. du Bas-Canada, art. 1677). En Suisse, on commence à trouver trop lourde la responsabilité indéfinie s'appliquant à tous les effets du voyageur, qui est édictée par les articles 486 et 487 (C. Féd.), et le projet du nouveau Code civil suisse contient un article 1542, dont la disposition est analogue à celle du Bas-Canada.

Le principe d'une responsabilité plus atténuée se rencontre encore dans l'article 1783 du Code civil espagnol; enfin, d'après l'article 702 du Code civil allemand, la limitation à mille marks de la responsabilité de l'hôte-

(1) Aix, 26 oct. 1899, D. 01, 2, 303; Cass. 19 déc. 1901, S. 04, 1, 67, D. 03, 1, 113.

lier, pour les dépôts qui n'ont pas été effectués entre ses mains, concerne non seulement les espèces monnayées et les titres au porteur, mais encore les objets précieux de toute nature.

Il conviendrait assurément d'introduire le plus tôt possible dans notre droit une règle semblable, et d'ajouter des expressions plus compréhensives à l'énumération contenue dans la loi du 18 juillet 1889 (1).

Il s'est produit, d'ailleurs, dans la corporation des hôteliers, un mouvement en faveur d'une révision des textes relatifs à la responsabilité qui les gouverne. Ils disent — et l'on ne saurait méconnaître le bien-fondé de leurs revendications — que la situation où les place le Code civil mérite des reproches fort graves. Ils se plaignent que l'on ne se soit pas suffisamment dégagé de la tradition antique qui tenait les hôteliers pour des commerçants peu honnêtes, et trop portés à commettre toutes sortes de déprédations au préjudice de leurs clients. Sans doute, entre l'intérêt des voyageurs et celui des hôteliers, le choix ne saurait être douteux, et le premier doit être préféré ; mais il ne faut pas que, dans notre législation, cette idée serve de prétexte à la survivance de véritables abus. Les hôteliers acceptent le principe d'un risque professionnel spécial ; mais ils s'élèvent contre son extension abusive, susceptible de

(1) Cf. le Rapport préliminaire présenté à la sixième sous-commission de révision du Code civil, par M. Ambroise Colin, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, p. 462, n° 63.

fournir à des voyageurs déshonnêtes le moyen de les ruiner, en les accusant de vols prétendus. Il est déjà excessif peut-être que la responsabilité de l'hôtelier soit mise en jeu, par le seul apport des effets du voyageur dans l'établissement, sans que l'hôtelier en ait eu connaissance. La Jurisprudence s'est bien rendu compte que les articles 1952 et suivants du Code civil pouvaient, trop strictement appliqués, aboutir à des conséquences injustes, et elle a édifié sa théorie de la qualité et de l'honorabilité des personnes en cause dans le procès en responsabilité, astreignant, selon les circonstances, le voyageur à rapporter une preuve plus ou moins détaillée de la consistance et de la valeur de ses bagages, ou à justifier qu'il n'avait commis aucune imprudence. Mais, sur des difficultés qui mettent en jeu des intérêts aussi considérables, un texte de loi constituerait une garantie bien plus solide que l'appréciation parfois divergente des Tribunaux.

Déjà, dans les travaux préparatoires de la loi de 1889, certains députés avaient fait ressortir que « s'il est jusqu'à un certain point possible à des juges d'apprécier quels sont les effets, argent ou autres objets que le voyageur a dû porter avec lui pour les besoins de son voyage, il est plus difficile d'arriver à reconnaître quelles sont les valeurs, quelle est la fortune, quels sont les objets précieux que le même voyageur a pu enfermer dans sa malle. Il peut se faire alors, ou que le voyageur soit de mauvaise foi, ce qui peut injustement

léser ou même ruiner l'hôtelier, ou que le voyageur ne puisse réussir à faire triompher la vérité, ce qui l'exposerait lui-même à ne pas obtenir la restitution des valeurs qui lui ont été volées (1). » Ces observations demeurent toujours exactes en ce qui concerne les objets précieux, autres que l'argent ou les titres au porteur.

Les hôteliers critiquent encore le chiffre de 1.000 francs adopté en 1889, pour les hypothèses où la responsabilité de l'hôtelier se trouve limitée, et ils disent que la réforme est incomplète, même pour l'argent et les valeurs au porteur. Déjà, en 1889, les hôteliers avaient proposé le chiffre de 500 francs comme devant constituer le maximum de leur responsabilité, quant aux objets non directement déposés entre leurs mains (2). Cette demande fut repoussée pour ne pas trop compromettre les intérêts des voyageurs : les habitudes modernes de luxe et de confort exigeant que le voyageur puisse toujours disposer d'une certaine somme d'argent, supérieure en général à 500 francs.

Aujourd'hui, on formule contre le taux de 1.000 francs des observations d'une autre nature ; on reproche à ce taux son uniformité, qui le rend à la fois trop fort et trop faible. Il constitue une responsabilité assurément encore trop lourde pour l'innombrable légion des petits

(1) Cf. *J. Off.*, 29 juillet 1887 n° Anne 5, ex391, p. 371.

(2) Cf. Rapport de M. Bizarelli, *J. Off.*, 29 juillet 1887, Chambre, Annexe n° 1539, p. 371.

aubergistes qui parviennent difficilement à vivre de la modeste rémunération qu'ils reçoivent de leurs clients. A l'inverse, il semble que l'on aurait pu, sans inconvénient, élever ce chiffre pour les propriétaires des hôtels luxueux que l'on rencontre dans toutes les villes importantes. Le défaut de proportionnalité est une des critiques les mieux fondées que l'on puisse diriger contre le taux fixé en 1889. On objectera, sans doute, la difficulté qu'il y aurait, à classer les hôteliers en catégories, d'après l'importance de leur établissement, pour leur appliquer un taux maximum de responsabilité variable selon le chiffre de leurs affaires. Mais n'est-il pas facile de consulter le registre des patentes, en vue de se rendre compte, d'après les chiffres de l'impôt, de l'importance approximative de chaque maison ? Et l'on pourrait ainsi appliquer les règles d'une justice plus distributive.

Enfin et surtout, il reste toujours vrai que pour les objets précieux autres que les espèces et les titres, la responsabilité de l'hôtelier est indéfiniment mise en jeu ; il convient d'apporter sans retard un remède à cette situation.

Telles sont les principales revendications formulées par les divers syndicats ou associations d'hôteliers.

En 1905, sur l'initiative des syndicats des Alpes, de la vallée du Rhône et de la Côte d'Azur, M. François Arago et certains de ses collègues ont déposé une proposition tendant à apporter une modification nouvelle

à l'article 1953 : Article unique, au paragraphe 2 de l'article 1952; est substitué le texte suivant : « Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur, *et objets précieux de toute nature* non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. » Dans ces termes, la proposition donnait satisfaction à peu près complètement aux réclamations des hôteliers. Leur responsabilité se trouvait restreinte à 1.000 francs pour *tous les objets précieux* non remis au bureau de l'hôtel.

Mais cette rédaction elle-même n'a pas tardé à être remaniée : la proposition fut soumise à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile. Celle-ci, après avoir entendu le Garde des sceaux, craignit que l'expression *objets précieux* ne fut trop compréhensive et ne devint la source de difficultés nouvelles; elle crut opportun de la remplacer par le terme plus précis *bijoux*. De plus, cette limitation de responsabilité ne pourrait être invoquée que par les hôteliers qui procéderaient à l'affichage, dans toutes les chambres, et non pas seulement dans le salon de l'hôtel, d'un avis renseignant les voyageurs sur cette limitation de responsabilité. Si bien que la proposition primitive a été modifiée ainsi qu'il suit : « Article unique. — Il est ajouté à l'article 1952 le paragraphe suivant : Cette responsabilité est également limitée à mille francs pour *les bijoux*, si les aubergistes et hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive de chaque voya-

geur un coffre-fort spécialement destiné à recevoir ces objets, et en avisent les voyageurs par des affiches apposées dans les chambres, et dans les lieux de réunions publiques de l'hôtel (1). » L'exigence d'un coffre-fort, imposée aux hôteliers afin d'atténuer leur responsabilité, a sans doute été empruntée à la loi américaine du 13 avril 1883.

Assurément, la proposition, telle qu'elle a été remaniée, n'est pas de nature à satisfaire complètement les revendications des hôteliers; elle n'en constitue pas moins un progrès et une réglementation, d'allure plus contemporaine, de la responsabilité qui doit peser sur ces commerçants.

Ainsi disparaissent les derniers vestiges d'une réprobation, qui, pendant de longs siècles, a pesé sur cette corporation, et dont aucun fait précis ne saurait aujourd'hui justifier la survivance.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE:
AMBROISE COLIN.

Vu : LE DOYEN
Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer,
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

(1) *J. Off.*, Doc., parl., Ch., S. O, Annexe n° 2561, p. 713.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION HISTORIQUE	I

PREMIÈRE PARTIE

Responsabilité de l'hôtelier quant à la personne du voyageur	25
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Responsabilité de l'hôtelier quant aux effets du voyageur	47
SECTION PREMIÈRE : Nature du dépôt d'hôtellerie	48
SECTION II : Des causes de la responsabilité de l'hôtelier ..	52
SECTION III : Point de départ de la responsabilité de l'hôtelier	57
SECTION IV : De l'étendue de la responsabilité de l'hôtelier, quant aux personnes et quant aux objets auxquels s'applique cette responsabilité	64
SECTION V : Montant de la responsabilité de l'hôtelier	93
SECTION VI : De la preuve du dépôt d'hôtellerie	103
SECTION VII : Des modifications conventionnelles ou légales aux règles normales relatives à la responsabilité de l'hôtelier	106
SECTION VIII : Questions de compétence et de procédure ..	118
SECTION IX : Conclusion et réformes projetées	122

